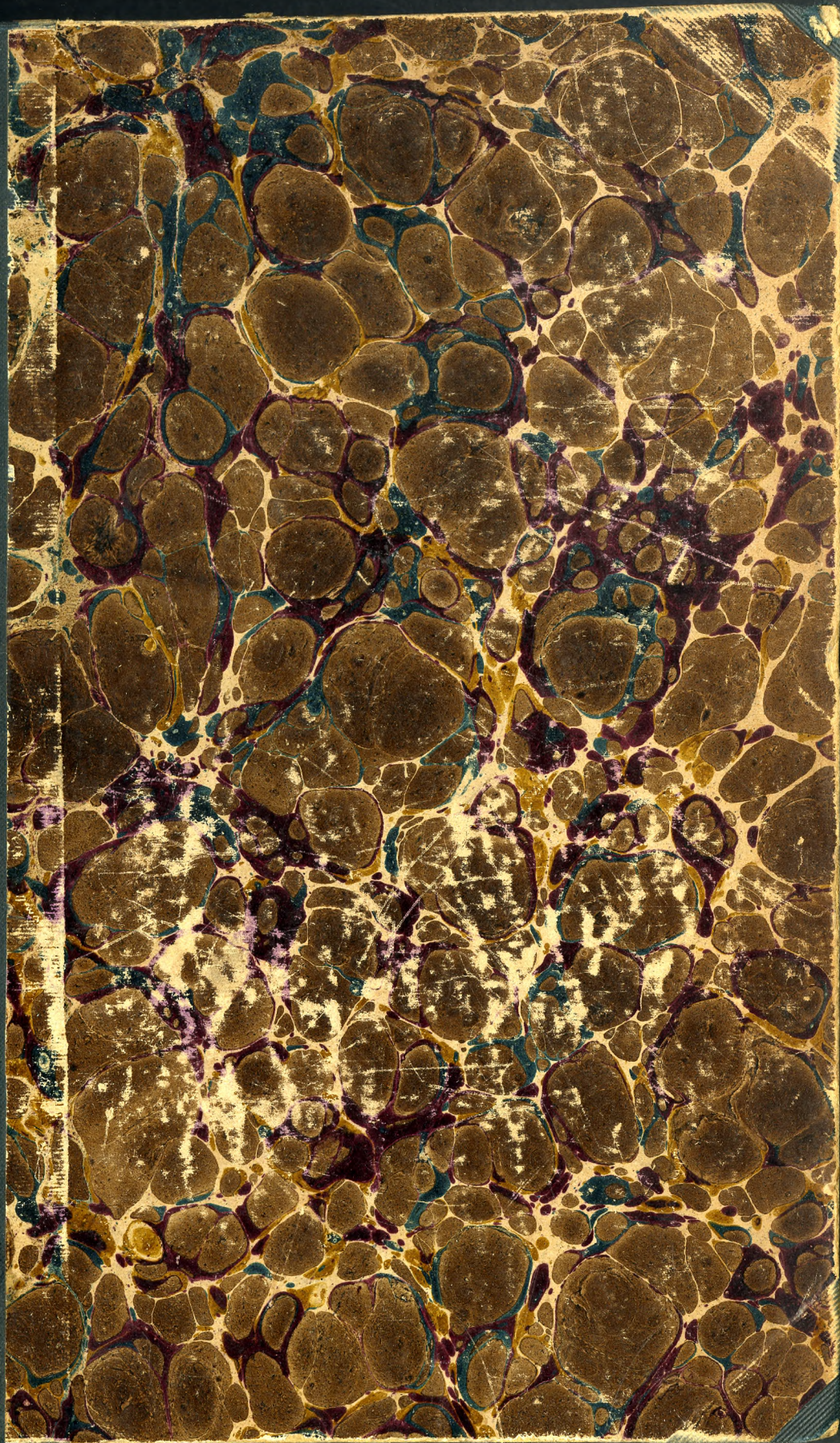


Politikai
röpiratok.

196.



196
1823

LA

HONGRIE

SES NATIONALITÉS — SON AVENIR



PRIX : 2 FRANCS

9.

PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR

PALAIS-ROYAL, 15, 17, 19, GALERIE D'ORLÉANS

1878

L. L. 52 00566027

DE BALLAGI GÉZA.

REVUE NATIONALE — SON AVENIR

[Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page]

LA HONGRIE

La monarchie de saint Étienne traverse actuellement une heure décisive. Les illusions seraient fatales ; les erreurs ou les faux pas pourraient entraîner des conséquences à jamais regrettables. Il faut savoir regarder les difficultés en face, et puiser dans l'amour de la patrie ces généreuses inspirations que le vulgaire croit être le privilège du génie, tandis qu'elles sont simplement l'apanage du bon sens.

D'où vient la gravité de la crise actuelle ? D'où vient l'agitation des esprits ? Il faut le dire franchement : de ce que certaines questions, délicates entre toutes, ont été faussées à plaisir par des intrigues que nous dévoilerons tout à l'heure, au lieu d'être étudiées avec le calme et le sang-froid qui en auraient facilité la solution. Il fallait se placer, pour les résoudre, au point de vue élevé du patriotisme national ; et l'on a pris, au contraire, l'habitude de les considérer comme des machines de guerre. On les traite, peut-être sans en avoir conscience, avec une passion qui obscurcit fatalement la raison des plus forts et des meilleurs. De là vient qu'on passe à côté de la vérité sans même l'entrevoir, et que la fumée du combat remplace, au grand détriment du pays, la pure lumière du droit.

Au premier rang de ces questions mal posées figure celle

qu'on est convenu d'appeler, Dieu sait pourquoi : *La question des nationalités en Hongrie*. Qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce que vraiment il y a en Hongrie des nationalités en dehors du droit commun ? Est-ce qu'il y a des sujets hongrois qui soupirent après la délivrance ? Est-ce que les Roumains, les Saxons ou les Slaves de Hongrie, sur un point quelconque du territoire, sont privés de leurs franchises ou lésés dans leurs intérêts ? Pour nous, comme pour tout homme de bonne foi, il n'y a dans le royaume de saint Étienne que des Hongrois, attachés à la mère patrie, soucieux au même titre de son bien-être et de sa grandeur. Ah ! si parmi les régnicoles hongrois, si parmi les sujets du roi de Hongrie, il y en avait un seul qui pût réellement se dire opprimé du fait de sa langue, de son origine ou de sa religion, il y aurait lieu de poser sérieusement la question des nationalités. Alors, nous le dirons en toute sincérité, ce seraient les Magyars qui la poseraient les premiers. Nous en avons la certitude. Leur loyauté native se révolterait à l'idée d'une telle atteinte au droit naturel et aux libertés constitutionnelles du pays. Sans attendre aucune réclamation, ils demanderaient aux ministres, quel que fût leur nom, en vertu de quel principe il peut y avoir dans un État libre des citoyens qui ne seraient pas libres.

Mais si nous arrivons à démontrer que la soi-disant question des nationalités ne repose sur aucun grief sérieux, qu'en réalité cette question n'existe pas, qu'il s'agit simplement d'un fantôme créé de toutes pièces par les ennemis acharnés de la nation hongroise, que restera-t-il de l'agitation factice organisée depuis dix ans autour de cette énervante chimère ?

Et cependant, qu'on veuille bien y réfléchir, c'est là le nœud de la crise actuelle. Si des agitateurs sans vergogne n'avaient pas, dans un dessein facile à comprendre, répandu dans certains districts de la Hongrie les idées les plus fausses,

il ne serait venu à l'esprit de personne qu'il y eût parmi nous des nationalités *dirigeantes* et des nationalités *opprimées*. Si les Hongrois non Magyars n'avaient pas entendu répéter sur tous les tons que le bonheur devait leur venir du dehors, il ne se serait pas rencontré parmi eux quelques esprits exaltés, heureusement en bien petit nombre, qui ont fini par le croire. Enfin, si la marée panslaviste n'avait pas été si violemment poussée en avant par des moyens artificiels que nous ne voulons pas qualifier, les Magyars n'en seraient pas arrivés à craindre que leurs droits légitimes ne fussent menacés, parce qu'un million de Bosniaques sera administré par des fonctionnaires austro-hongrois.

Allons donc droit au fantôme et soufflons dessus pour qu'il s'évanouisse. Montrons, pièces en main, que ce terrible malentendu n'a pas de raison d'être. Enlevons loyalement aux ennemis de la monarchie l'arme dont ils ont fait contre elle un usage si déloyal et si peu chevaleresque. C'est à l'heure où le métal est en fusion qu'il convient, suivant une expression célèbre, de le jeter dans le moule. Ne craignons donc pas d'activer la combustion en livrant aux flammes, sans la moindre pitié, tous ces monstres d'argile que l'on a accumulés à dessein pour voiler aux regards la noble statue de la patrie hongroise. Dégageons-la de tout ce dangereux entourage, si indigne d'elle et de nous. Qu'elle apparaisse sereine et majestueuse, dans sa rayonnante beauté, pour montrer du doigt à ses enfants la route de l'avenir !

Il a été établi que le...
dans les conditions...
l'année 1881...
l'année 1882...
l'année 1883...
l'année 1884...
l'année 1885...
l'année 1886...
l'année 1887...
l'année 1888...
l'année 1889...
l'année 1890...
l'année 1891...
l'année 1892...
l'année 1893...
l'année 1894...
l'année 1895...
l'année 1896...
l'année 1897...
l'année 1898...
l'année 1899...
l'année 1900...

Il a été établi que le...
dans les conditions...
l'année 1881...
l'année 1882...
l'année 1883...
l'année 1884...
l'année 1885...
l'année 1886...
l'année 1887...
l'année 1888...
l'année 1889...
l'année 1890...
l'année 1891...
l'année 1892...
l'année 1893...
l'année 1894...
l'année 1895...
l'année 1896...
l'année 1897...
l'année 1898...
l'année 1899...
l'année 1900...

Il a été établi que le...
dans les conditions...
l'année 1881...
l'année 1882...
l'année 1883...
l'année 1884...
l'année 1885...
l'année 1886...
l'année 1887...
l'année 1888...
l'année 1889...
l'année 1890...
l'année 1891...
l'année 1892...
l'année 1893...
l'année 1894...
l'année 1895...
l'année 1896...
l'année 1897...
l'année 1898...
l'année 1899...
l'année 1900...

I.

Envisagée en elle-même, c'est-à-dire exclusivement au point de vue des droits et des devoirs de chaque citoyen hongrois, la question qui nous occupe a été résolue par *la loi des nationalités*, votée par les deux Chambres dans la session parlementaire 1867-68, et immédiatement sanctionnée par le roi de Hongrie.

Envisagée au point de vue de l'agitation hostile dont nous sommes témoins, elle est née en même temps que le Dualisme. Il est à remarquer, d'ailleurs, que cette agitation s'est produite, des deux côtés de la Leitha, sous la même influence, et qu'elle y a revêtu la même forme. Les ennemis de l'Empire ont répandu, dans l'Autriche cisleithane, l'idée erronée, mais d'autant plus dangereuse, que les centralisateurs de Vienne allaient tout germaniser. Les ennemis de la Hongrie ont agi de même et se sont placés sur un terrain analogue. Tous leurs efforts ont tendu à faire croire aux populations transleithanes que le Gouvernement central de Bude-Pesth aurait pour tâche spéciale de les magyariser.

Qu'on cherche bien au fond de ces intrigues, on trouvera la même main agissant sur tous les points. C'est toujours du même centre que partent les meneurs; c'est du même comité qu'ils reçoivent leurs instructions. L'uniformité du procédé le dirait assez, alors même qu'on n'en aurait pas

d'autres preuves. Ce procédé est d'une simplicité presque naïve ; mais, manié avec art, il aurait quelques chances de réussir si les faits ne lui opposaient pas une réponse absolument péremptoire.

Il suffit, heureusement, pour ce qui concerne la Hongrie, d'établir, d'une manière irréfutable, que la loi des nationalités a été sincèrement exécutée, et qu'elle donne complète satisfaction à tous les hommes de bonne foi, si jaloux qu'ils puissent être de leur indépendance, de leur individualité, de leurs franchises.

Chacun, en Hongrie, est jugé dans sa langue, instruit dans sa langue, administré dans sa langue. C'est là le principe fondamental de la loi. Chacun est libre de pratiquer sa religion comme il l'entend, de se réunir quand il veut avec ses congénères, et de publier des journaux ou des livres, dans la langue qui lui convient le mieux pour répandre ses idées. Enfin, tous les citoyens, quelle que soit leur religion ou leur nationalité, possèdent exactement les mêmes droits comme électeurs ou comme éligibles.

Faut-il en donner tout de suite une preuve éclatante ? Les Magyars sont pour la plupart catholiques, et cependant le premier ministre de Hongrie, M. Tiza, est protestant. Qui donc a songé un seul instant à s'en préoccuper ? Les évêques catholiques siègent de droit à la Chambre des Magnats ; mais les évêques de l'Église orthodoxe et les hauts dignitaires de la religion serbe y siègent également.

L'égalité absolue de toutes les races et de tous les cultes, la tolérance la plus entière, la pratique sincère du Gouvernement constitutionnel et parlementaire : telles sont les bases de la constitution hongroise. Nul ne saurait le contester. On ne demande aux citoyens hongrois ni ce qu'ils pensent, ni ce qu'ils croient. Cela ne regarde qu'eux et leur conscience. La loi ne leur demande qu'une seule chose : ne pas conspirer contre la mère patrie. En dehors de là, rien ne

gène leur liberté; et, sans contredit, il y a peu d'États constitutionnels où le bon citoyen soit aussi libre. Il n'y en a pas un seul où il le soit davantage. Que peut donc demander l'homme le plus exigeant? Que pouvait ajouter à de telles franchises la loi la plus libérale? La Hongrie est peut-être le pays où l'on parle le plus de langues. Il faut ajouter immédiatement que toutes ces langues ont, dans les districts où elles sont spécialement parlées, un caractère légal; elles sont enseignées dans les écoles, et sont admises au même titre, par l'Administration et par la justice. Est-il vrai, oui ou non, par exemple, que dans les villes et juridictions de Temesvár, Neusatz, Páncsova, Werschetz, Weiskirchen, Orsowa et autres, du sud de la Hongrie, il y a plusieurs langues auxquelles le caractère légal est officiellement reconnu? Est-il vrai, oui ou non, que l'allemand, le hongrois, le serbe, le roumain, le bulgare y sont enseignés dans les écoles, employés dans les actes administratifs, admis dans les plaidoiries des avocats, obligatoirement exigés pour la rédaction des jugements, suivant la nationalité des écoliers, des administrés ou des plaideurs?

Entrons dans des détails plus précis encore et interrogeons les chiffres. C'est là, par bonheur, un argument sans réplique, qui vaut à lui seul les discours les plus éloquents.

Voici, d'après le docteur Konek, comment se décompose actuellement la population du royaume de saint Etienne :

Magyars.	6.176 612
Roumains	2.608 120
Serbo-Croates	2.380 985
Allemands	1.898 202
Slovaques	1.835 334
Ruthènes.	469 420
Italiens, Grecs, Bulgares.	
Albanais, etc.	48 654
Total.	<u>15.417 327</u>

On voit immédiatement, d'après ces chiffres, que nulle nationalité n'arrive à la majorité absolue, mais que les Magyars sont de beaucoup les plus nombreux. Ils forment 40 pour cent de la population totale, tandis que les Roumains, qui sont les plus nombreux après eux, ne constituent que 16 pour cent. Il est à observer encore que les Magyars sont groupés au centre du royaume, qu'ils se trouvent en masse compacte dans la Hongrie proprement dite et la Transylvanie, tandis que les autres nationalités, disséminées au nord, au sud, à l'est et au sud-est, n'ont pour ainsi dire aucun point de contact les unes avec les autres, et n'ont en tous cas aucune aspiration commune en dehors du patriotisme hongrois. A coup sûr, si les Roumains et les Serbes s'entendaient avec les Allemands et les Slovaques, ils pourraient obtenir la majorité parlementaire, et ce seraient eux, alors, qui passeraient à l'état de classe dirigeante. Aucune loi ne s'y oppose; et la pratique loyale du Gouvernement constitutionnel n'en serait aucunement violée. A qui la faute si cela n'est pas, et si cette hypothèse paraît même un songe mythologique à quiconque connaît tant soit peu la situation ?

Si les Serbes, par exemple, sont complètement isolés dans la lutte que certains de leurs chefs ont voulu entreprendre contre l'état de choses actuel; si les jeunes Slovaques ou les jeunes Croates ont un programme que désavouent hautement les autres nationalités; si, en un mot, toutes ces races diverses ont des intérêts et des tendances absolument contradictoires, comment pourrait-on s'étonner que, par une conséquence toute naturelle, les Magyars se soient trouvés conduits à jouer un rôle prédominant, et à assumer en quelque sorte la responsabilité des destinées de la patrie commune ? Ce n'est pas telle ou telle volonté qui a produit ce résultat; c'est la force des choses, contre laquelle nulle influence au monde ne saurait prévaloir.

Autour d'eux sont venus se grouper d'ailleurs les esprits

éclairés, les intelligences d'élite que la lumière du bon sens et de la vérité a inondés de ses rayons au sein des autres nationalités. Combien ne compte-t-on pas aujourd'hui d'hommes éminents, au sein du Parlement hongrois, qui sont Roumains, Saxons ou Slovaques, mais qui n'en ont pas moins donné leur adhésion pleine et entière à la politique loyale inaugurée par Franz Deák, Joseph Eötvös, et autres conseillers écoutés à la fois du peuple et de la Couronne? Qui-conqué, parmi les populations non magyares de la Transleithanie, considère franchement le royaume de saint Etienne comme sa patrie, est complètement satisfait de la part faite à ses aspirations et à ses secrets désirs par la loi des nationalités. Qui-conque examine sans parti pris la situation, telle qu'elle résulte de cette loi sincèrement appliquée, reconnaît que la majorité parlementaire de 1867 a fait les choses plus largement que nulle autre au monde n'aurait pu ou voulu les faire.

Consultons encore les chiffres statistiques, et voyons les résultats pratiques de la loi.

Les nationalités slaves se plaignent d'être opprimées par les Magyars. Si leurs plaintes sont fondées, la statistique doit nous montrer leurs enfants contraints de fréquenter les écoles magyares et d'y parler la langue officielle du pays. N'est-ce pas ainsi, en effet, que cela se pratique dans l'empire qui se prétend le protecteur et le libérateur des Slaves, en Russie, où les enfants polonais doivent fréquenter exclusivement les écoles russes et y parler exclusivement la langue russe, qui leur a été imposée comme langue officielle?

Que devons-nous donc penser des incessantes réclamations des Slaves de la Hongrie, si nous voyons au contraire, qu'ils ont, non pas seulement par centaines, mais par milliers, des écoles où l'enseignement est donné en langue serbe, slovaque ou ruthène; qu'ils possèdent des universités slaves, des journaux slaves, des sociétés savantes et des sociétés littéraires,

qui dégénèrent parfois en sociétés politiques, et qui cependant sont tolérées jusqu'à l'extrême limite du possible ? Commençons par les écoles primaires. Voici quel en était le nombre en 1872 et en 1873, en chacune des langues usitées dans la monarchie de saint Etienne :

	1872	1873
En langue hongroise . . .	7991	8404
» allemande . . .	1810	2184
» roumaine . . .	2878	3130
» slovaque . . .	2046	2057
» serbe	339	350
» croate	73	71
» ruthène	567	592
En deux langues	1537	2332
En trois langues	258	532

Qu'on retourne ces chiffres comme on voudra, qu'on se livre à leur égard à tous les calculs comparatifs imaginables, on ne parviendra pas à leur faire dire qu'une nationalité quelconque soit sacrifiée. Sur les dix-neuf mille six cents écoles qui existent dans le pays, la langue magyare n'en possède d'une façon exclusive que *quarante pour cent*, tout juste la proportion que nous avons signalée plus haut dans le chiffre total de la population. Elle est cependant la langue officielle du Gouvernement et de certaines grandes administrations. Il y a pour les Hongrois, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, un intérêt personnel considérable à savoir le hongrois ; mais la loi et les mœurs, rivalisant de libéralisme, abandonnent à l'appréciation de chacun le soin de décider ce qu'il doit faire à cet égard. Il y a en Hongrie la langue du Gouvernement ; mais il n'y a pas de langue qui ait qualité officielle avec un caractère exclusif, pas plus qu'il n'y a de religion d'État. Qu'on nous cite d'autres pays où la liberté soit, en droit et en fait, aussi grande à cet égard.

Ce n'est pas tout. On pourrait objecter à ce que nous venons de dire, qu'il y a environ trois mille écoles où l'enseignement se donne en plusieurs langues, et qu'à peu d'exceptions près, le magyar est une de ces langues. Mais nous répondrons immédiatement par un exemple des plus frappants, qui démontre à quel point la volonté des populations elles-mêmes est la seule loi en cette matière. A Pancsova, près de la frontière hongroise, vis-à-vis de Belgrade, il n'y a ni Magyars, ni Roumains, ni Slovaques, ni Ruthènes : il n'y a que des Allemands et des Serbes. Les Allemands avaient là une école (non pas établissement de l'État, qu'on le remarque bien, mais école communale). Ils avaient la majorité dans le Conseil municipal ; ils étaient absolument les maîtres de la situation.

Qu'ont-ils fait cependant ? Ils ont transformé leur école allemande en une école magyare. Ce sont eux qui, volontairement, se sont magyarisés. Pourquoi ? Parce que le voisinage de la capitale de la Serbie leur inspirait des inquiétudes. Parce que, se trouvant entourés de districts serbes, ils avaient peur d'être slavisés. Ils ont préféré se jeter dans les bras de Magyars, pour être sûrs que leurs enfants conserveraient du moins des sentiments hongrois.

Qu'on observe ce qui se passe là où une nationalité quelconque se trouve en présence des Serbes : on verra se produire partout un phénomène de même nature. Entre les Allemands et eux, surtout, il y a incompatibilité d'humeur aussi complète qu'irréconciliable ; et, si ce sont les Magyars qui en profitent, parce qu'ils inspirent à leurs concitoyens une sympathie plus grande, à qui la faute ? Les Serbes, au surplus, n'ont pas à se plaindre de la part qui leur est faite. A côté de leurs écoles élémentaires et secondaires, n'ont-ils pas en Hongrie leurs instituts littéraires, jouissant d'une entière liberté ? N'ont-ils pas été autorisés, en 1836, par exemple, à fonder la Société connue sous le nom de *Matica*

srbska (l'Abeille serbe), dont le siège était d'abord à Pesth, et qu'ils ont ensuite transportée à Neusatz, où elle jouit en paix d'un patrimoine de cent mille florins? N'ont-ils pas fondé librement, depuis 1860, la Société du Théâtre national serbe? S'ils ne serbisent pas davantage le pays qu'ils habitent, ce n'est pas à coup sûr faute d'en avoir les moyens matériels. Mais, s'ils réclament si hautement la liberté pour eux, ils ont le grand tort d'avoir vis-à-vis des autres nationalités des allures despotiques (quelques-uns disent même terroristes) qui nuisent singulièrement à leur cause et qui compromettront toujours leurs rapports avec la grande majorité du pays.

Puisque nous sommes sur le domaine de l'enseignement et de la littérature, continuons à faire un peu de statistique.

Plus curieux encore que les chiffres qui ont trait aux écoles sont ceux qui indiquent le nombre des journaux publiés en Hongrie. On ne rencontre pas, dans le tableau, moins de dix langues différentes, depuis l'hébreu jusqu'à l'allemand, depuis le serbe jusqu'au magyar. Les variations qui se sont produites dans la répartition entre les diverses langues sont également des plus instructives à observer.

Voici les chiffres relevés officiellement en 1873 et en 1875 :

	1873.	1875.
Journaux en langue		
magyare	187	194
allemande	82	72
croate	25	17
roumaine	9	12
serbe	6	10
italienne	7	2
hébraïque	3	3
ruthène	2	1
slovaque	2	14
bulgare	1	0
Total	324	325

Ainsi, le nombre total des publications demeurant à peu près le même, les journaux serbes et slovaques se sont singulièrement multipliés, tandis que le nombre des journaux allemands a diminué, et que la presse italienne a presque entièrement disparu. Cela prouve très-clairement deux choses : c'est que le sentiment national hongrois s'est donné de plus en plus une large carrière, mais qu'en même temps il a respecté jusqu'à la plus extrême limite les aspirations et les vœux des autres nationalités. A la publication de dix journaux allemands a répondu la création de sept journaux magyars. Mais, à côté de ces sept feuilles magyares, il s'en est créé douze slovaques et quatre serbes.

Les nationalités slaves ont donc pu fonder et faire vivre seize journaux en deux années, sans préjudice de ceux qui existaient déjà. Et, finalement, il se publie en Hongrie quarante-deux journaux slaves. Voilà de quelle façon les Serbes et les Slovaques sont opprimés ! C'est le cas ou jamais de citer le fameux mot de l'Écriture sainte si souvent répété par Bossuet : *Et nunc intelligite. Erudimini qui judicatis terram !*

Les événements ne se sont que trop chargés, au surplus, de donner à cette parole du grand orateur chrétien le commentaire le plus écrasant. Dieu merci ! le panslavisme peut désormais être jugé d'après ses œuvres. Il a rempli de cadavres toutes les vallées et tous les défilés des Balkhans ; il a tenu, depuis quatre ans (quatre siècles par les ruines accumulées !) l'Europe entière en haleine, dans un état qui n'est pour elle ni la paix, ni la guerre, et, comme résultat final, il a créé en Orient une situation plus intolérable, plus compliquée, plus menaçante que jamais. Les adeptes de l'Omladina peuvent s'en réjouir peut-être ; les comités de Moscou peuvent trouver que tout est pour le mieux. Mais les peuples, grâce au ciel, seront à même de comparer la soi-disante liberté panslaviste avec le despotisme magyar.

Pour commencer, la Roumanie est victime d'un acte de félonie qui revêt toutes les proportions de la plus monstrueuse ingratitude. Talleyrand pourrait, à propos du rapt de la Bessarabie, rééditer sa phrase célèbre : « C'est plus qu'un crime, c'est une faute. » L'ambition moscovite, qui avait un si grande réputation d'habileté, n'a même pas su avoir cette honnêteté vulgaire sans laquelle nulle politique n'a de sérieux points d'appui. Elle n'a pas su résister au désir de satisfaire ses appétits gloutons; et, en dépit de tous les efforts tentés pour dissimuler le fond des coulisses, on a vu passer la griffe du kalmouck sous le gant glacé des diplomates officiels.

Patience! le panslavisme en fera bien d'autres. Il croit être aujourd'hui à la veille du succès définitif. Laissons-le faire. Il saura bien se compromettre lui-même, et nous ne serons que trop vengés. Notre grand patriote Eötvös a pu dire naguère avec vérité : « La race magyare est comme un îlot perdu au milieu de l'océan slave. » S'il vivait de nos jours, s'il assistait aux bouleversements dont nous sommes témoins, il pourrait ajouter : « Cet îlot deviendra tôt ou tard le refuge de quiconque, en Orient, veut garder un atôme de son individualité. » Les Serbes eux-mêmes ont-ils donc tant à se louer des résultats de leur alliance avec le panslavisme moscovite? Ne parlons même pas, pour le moment, de ceux que leur qualité de régnicoles hongrois a protégés dans le passé, et continuera de protéger dans l'avenir; mais la principauté de Serbie a-t-elle lieu d'être satisfaite? Peut-elle oublier le ton dédaigneux avec lequel le czar a parlé de ses armées, alors que, cependant, une poignée de soldats, pour la plupart improvisés, avait réussi, par des prodiges de courage, à tenir en échec les plus habiles généraux de l'empire ottoman? Peut-elle conserver la moindre illusion sur le sort qui l'attendrait, en cas d'une guerre nouvelle, en présence du sans-*façon* merveilleux avec lequel les diplo-

mates russo-bulgares ont prétendu lui enlever les territoires qu'elle avait conquis pour les transférer à la principauté de Bulgarie? Ah! si les Serbes, à côté des défauts que nous signalerons franchement tout à l'heure, ne possédaient pas cette qualité incontestable d'avoir conscience de leur dignité d'hommes, et de vouloir être quelque chose par eux-mêmes, ce seraient eux, sans contredit, qui seraient les favoris du panslavisme. Ils ont tout ce qu'il faut pour mériter la préférence : ils ont l'audace, le courage, la ténacité, l'esprit de prosélytisme poussé jusqu'à la folie. Mais leur contact avec l'état-major de Tschernaïeff a révélé une incompatibilité d'humeur radicale, absolue, entre eux et les meneurs du Nord. Ils ont la prétention de conserver leur individualisme sous le niveau égalitaire d'un dictateur terroriste. Qu'ils y prennent garde. Ils seront mangés par l'ours du Nord, qui déjà les destinait au prince des Montagnes Noires; et, à l'heure qu'il est, au lieu d'agiter contre l'occupation bosniaque ils devraient bénir les soldats du général Philippovich, qui ne permettent pas aux agitateurs russes de les annexer purement et simplement au Montenegro.

Qu'on nous pardonne cette trop longue parenthèse. Ce n'est pas une digression, tant s'en faut, car nous touchons au vif de la question des nationalités, quand nous soulevons ainsi le voile de l'avenir. Revenons à l'exposé succinct, mais véridique et irréfutable, de la situation des Magyars dans le royaume de saint Etienne. Hâtons nous, d'ailleurs, d'achever, sur ce point, ce que nous avons à dire. Trop d'insistance ferait croire, en effet, qu'il y a quelque chose de fondé dans les reproches qui sont parfois adressés au Gouvernement de Bude-Pesth. Défendre un ministère, un parti ou un homme, c'est tout un : on ne défend que ceux qu'au fond de l'âme on croit quelque peu coupables, et pour lesquels on espère obtenir des circonstances atténuantes. Quand il s'agit, au contraire, d'un honnête homme faussement accusé, la

seule attitude qui soit digne de ses avocats, comme de lui, consiste à relever la tête et à laisser parler purement et simplement les faits.

Si nous faisons ici œuvre de polémique, il nous serait trop facile de retourner l'accusation contre ceux qui l'ont formulée. Nous pourrions demander avec Grunwald, par exemple (voir sa récente brochure *A. Feloidék*), pourquoi le Gouvernement hongrois a permis aux prêtres slovaques d'enlever au magyarisme des villages entiers dans le nord du royaume; pourquoi, dans une autre partie de la Hongrie, près de 60,000 Magyars, appartenant à la religion catholique grecque, en sont réduits à entendre les prédications des ecclésiastiques slaves, sans avoir un seul prêtre de leur nationalité, qui puisse leur rappeler, au moins de temps à autre, qu'ils sont avant tout Hongrois, et que leurs premiers devoirs sont envers la mère patrie.

De tels faits ne sont pas rares, et bien des voix se sont élevées, en ces derniers temps, pour signaler le danger.

Le Magyar pêche par bonhomie, par tolérance, bien plus que par l'esprit de prosélytisme. Il se laisse peu à peu slovaquiser, ou plutôt panslavisier, presque sans s'en apercevoir; et, par un étrange renversement de tous les rôles, c'est lui qu'on accuse de vouloir magyariser. Mais, de bon compte, un mot suffit pour en finir une fois pour toutes avec cette étrange accusation. Il y a dix siècles que les Magyars sont établis dans la contrée qu'ils occupent aujourd'hui. Est-ce qu'il faut dix siècles pour imposer à des nationalités opprimées une autre langue, d'autres lois et d'autres mœurs que leur langue, leurs lois et leurs mœurs natives? Demandez aux représentants de la féodalité bosniaque combien il a fallu de temps aux sectateurs du prophète pour les contraindre à devenir mahométans!

Demandez aux Uniates russes à l'aide de quels procédés on peut disperser toute une race d'un bout à l'autre d'un

vaste empire, et la faire disparaître complètement des lieux qu'elle habitait ! Et si la Pologne est encore vivante, malgré son douloureux martyre, n'est-ce pas là un miracle qui n'eût pas été possible dans les siècles du moyen-âge ?

Supposez l'occupation russe installée dans les plaines de la Vistule au temps de saint Étienne, de Béla et de l'empereur Othon ; et demandez-vous si les Polonais possèderaient encore aujourd'hui, nous ne dirons pas une liberté quelconque, mais même la possibilité de faire entendre leurs plaintes au monde civilisé !

Sans avoir besoin, d'ailleurs, d'évoquer ces douloureux souvenirs, l'histoire des contrées occidentales nous fournit des éléments suffisants de comparaison. Les deux grandes nations qui marchent à la tête du progrès moderne, et qui ont répandu dans le monde les principes démocratiques, la France et l'Angleterre, ont-elles donc permis qu'il y eût chez elle plusieurs nations dans la nation ? N'ont-elles pas contraint les diverses nationalités, groupées autour du grand rameau central, à abdiquer leur individualité, à renoncer à leurs lois et coutumes locales, pour se fondre dans l'unité de la patrie ? Remontons à quelques siècles en arrière. Il y avait, en France, des Bourguignons, des Provençaux, des Basques, des Bretons, des Normands, des Picards. Les duchés de Bretagne, de Normandie et de Bourgogne avaient l'importance de véritables royaumes et, à coup sûr, ni la diversité du langage, ni la variété des coutumes ne faisaient défaut. Où sont cependant aujourd'hui les franchises des Bretons ? Où sont les privilèges des Normands ? Où sont les écoles basques ou picardes ? Tout s'est fondu dans l'unité française ; tout s'est nivelé dans la grande égalité démocratique ; et les divergences de race ne se revèlent plus aujourd'hui que de loin en loin, par certaines discussions entre les protectionnistes du Nord et les libres échangistes du Midi. Mais, sur le terrain national et patrio-

tique, toutes les divergences s'effacent. On a la même préoccupation de l'honneur français à Marseille ou à Dijon qu'à Lille ou à Paris.

Lorsqu'on dit que la France entière bat d'un seul cœur, ce n'est ni un paradoxe, ni une banalité : c'est la vérité vraie, absolue, irréfutable. Comment cela s'est-il fait ? Par des moyens plus énergiques à coup sûr, plus radicaux surtout, que ceux que l'on reproche aux Hongrois d'employer aujourd'hui.

Jusqu'au début de ce siècle, l'histoire de France a consisté presque exclusivement dans les luttes soutenues pour l'achèvement de l'unité nationale ; et, loin d'adresser des reproches aux rois qui ont le plus puissamment contribué à cette grande œuvre, les historiens les plus libéraux ne songent qu'à leur en faire gloire. Il fallait constituer la France ; il fallait lui donner l'unité qui a fait sa force, chaque fois qu'elle a possédé un Gouvernement sage. A ce besoin primordial, à cette nécessité impérieuse, on a tout sacrifié. On a bien fait, nous l'accordons ! mais alors en vertu de quel principe refuserait-on aux Hongrois le droit de constituer, eux aussi, leur unité nationale ? Leur refuser ce droit serait d'autant plus inique que l'unité leur est absolument indispensable, sous peine de périr. La Hongrie est fatalement condamnée, par sa position géographique, à former une nation forte et puissante, ou à succomber.

Voici un écrivain slave qui en convient lui-même. C'est dans une revue publiée en Russie, par un russe, M. Bobarykine que nous trouvons ces lignes :

« Le plus grand malheur des Magyars ; c'est leur situation géographique. Elle les condamne à succomber fatalement, à être anéantis, s'ils ne forment pas une nation. *Je me répète : Je dis une nation, et non pas un peuple.* »

Et plus loin M. Bobarykine revenant sur le même sujet, ajoute loyalement : « Ce désir des Hongrois de former une

nation militaire ne nous paraît mal fondé que parce que nous le jugeons à notre point de vue exclusif comme Slaves. Mais il faut nous habituer à cette idée qu'il leur est impossible de faire autrement. C'est pour eux une nécessité de vie ou de mort. »

C'est cependant en présence de cette nécessité, reconnue si hautement par un écrivain slave, que l'on ose accuser les Magyars d'intolérance, alors que nul pays au monde ne laisse aussi libre carrière à tous les individualismes, pourvu qu'ils restent soumis à la loi ! Laissons donc de côté des déclamations qui ne sont plus de mise dans des jours aussi sérieux que ceux que nous traversons. Chacun sait qu'en Hongrie tout citoyen jouit de la plus absolue liberté. Quiconque veut simplement consentir à ne pas être anti-hongrois a toute facilité, non-seulement pour cultiver sa langue et sa littérature nationale, mais même pour faire du prosélytisme. La seule limite, mise à la liberté de chacun, c'est le respect de l'intérêt général et de l'unité de la monarchie. Il faut bien que le royaume vive et maintienne sous ses lois tous les sujets de la Hongrie. Les divers ministres qui se sont succédé depuis dix ans ont été si tolérants, qu'on s'est demandé parfois s'ils songeaient suffisamment aux conséquences possibles de leur longanimité. Nous avons parlé, par exemple, de la Société serbe *Matica srbka*. Il a fallu récemment interdire les réunions de son homonyme l'Abeille slovaque — (*Matika slavenska*), et cela sur la demande des Slovaques eux-mêmes. Cette Société soi-disant littéraire était devenue, au vu et su de tout le monde, un foyer de conspiration panslaviste. Les trois « collèges slovaques » qu'elle avait sous sa direction étaient des universités où l'on parlait politique au lieu de parler science et littérature, et d'où les jeunes gens sortaient pour aller prêcher l'agitation en faveur de la propagande panslaviste. Le Gouvernement le savait comme tout le monde, il a attendu, cependant, que les habitants lui adressassent eux-mêmes des pétitions pour

obtenir la fermeture des collèges et la suspension momentanée de la Société. Voilà comment il s'y prend pour magyariser !

Ceux qui formulent de pareilles affirmations devraient songer cependant au grand nom de Deák, qui est le véritable auteur de la loi actuelle des nationalités. Ils devraient se souvenir de l'esprit de douceur, de sagesse et d'équité suprême qui présidait à toutes ses propositions.

« Chaque nationalité, disait Franz Deák dans une séance mémorable du Parlement hongrois, a le droit de demander qu'on lui fournisse les moyens d'élever ses enfants. Si nous voulons contraindre les nationalités non magyares à faire étudier leurs enfants dans la langue magyare, qu'ils connaissent trop peu où même pas du tout, il arrivera que les écoliers ne feront aucun progrès. Les parents auront donné leur argent pour rien. Gardons-nous bien d'avoir recours à ces moyens violents si nous voulons rallier les nationalités autour de la mère patrie. *Nous ne devons pas chercher à les magyariser ; ce serait une grande faute.* Nous devons mettre tous nos efforts à leur faire aimer la Hongrie en leur rendant agréables et sympathiques leurs rapports avec nous. »

Ce que Deák disait par rapport à l'enseignement, ce qu'il a fait insérer dans la loi à cet égard, il le disait et le faisait également voter par rapport à la religion et à la justice. Tous les hauts dignitaires ecclésiastiques de toutes les confessions, y compris, comme nous l'avons déjà dit, les évêques et archevêques serbes ou slovaques, qu'ils soient catholiques romains ou qu'ils appartiennent à l'église grecque, font de droit partie de la Chambre des Magnats, par le seul fait de leur dignité. Toutes les confessions sont absolument libres ; elles possèdent une autonomie absolue et célèbrent leurs offices dans leur langue nationale.

Les communautés religieuses jouissent également d'une

indépendance qu'on retrouverait difficilement dans d'autres pays, même sous un Gouvernement républicain. Les cloîtres serbes, par exemple, ont un patrimoine de plusieurs millions de florins, qui est administré par le Congrès ecclésiastique de Karlowitz, sous la présidence de l'archevêque métropolitain serbe, Procope Ivackovics.

Les Roumains orthodoxes ont également leur organisation ecclésiastique spéciale. Ils ont un Congrès et un patriarche qui réside à Balazsfalva. Précédemment ils ne formaient, en Hongrie, qu'une seule et même Église avec les Serbes. Mais ceux-ci, fidèles à leurs habitudes invétérées, ayant voulu les slaviser quand même, ils ont élevé des plaintes que le Gouvernement central a entendues, et ils ont obtenu leur organisation autonome entièrement distincte.

L'Église luthérienne, à laquelle appartient une partie des Slovaques (le reste est catholique romain), a son assemblée ecclésiastique (*General-Convent*) composée, partie de membres laïques, partie de membres du clergé.

Les Juifs, qui commencent à devenir fort nombreux en Hongrie, ont leurs rabbins et leurs synagogues. Ils célèbrent librement leurs offices en langue hébraïque.

Bref, sous le rapport religieux comme sous tous les autres, ce seraient encore les Magyars qui auraient seuls quelques droits de se plaindre. Étant catholiques romains pour la plupart, ils n'ont pas d'organisation ecclésiastique nationale, comme les Roumains, les Serbes, les Slovaques. Où donc, nous le demandons une dernière fois, peut-on trouver trace d'oppression de leur part? En quoi donc consiste la prétendue magyarisation?

Écoutons encore l'écrivain russe que nous citions tout à l'heure. M. Bobarykine n'est pas un inconnu en Hongrie. Il est venu à diverses reprises à Bude-Pesth; il y a même assisté à un célèbre meeting tenu à l'École d'équitation, et il a pu juger les Hongrois chez eux. Il a pu voir que sa qualité de russe,

à une époque où les esprits étaient déjà fort surexcités par la guerre turco-russe, ne lui attirait aucune de ces persécutions, dont parlent si allègrement ses congénères slaves. A titre de témoin oculaire, l'écrivain russe, dont les travaux sont accueillis par une des revues les plus célèbres de son pays (*les Annales de la Patrie*) mérite tout au moins d'être écouté :

« Aucune prévention, dit-il, ne doit nous empêcher de reconnaître les avantages réels de la Constitution hongroise et du caractère national hongrois.

« Ces avantages, je devrais dire ces bienfaits positifs, sont : la représentation du peuple au sein du Parlement et la tolérance religieuse la plus absolue. En dépit de quelques légères anomalies, la représentation nationale est basée sur la reconnaissance la plus complète des libertés populaires... Au point de vue de la tolérance religieuse, *la Hongrie est tellement supérieure à tous les Slaves de l'Orient et de l'Occident qu'on ne peut même pas songer à une comparaison*. Bien qu'ils soient catholiques depuis de longs siècles, les Hongrois ont réussi à secouer complètement le joug clérical; et l'on est étonné de voir un peuple si ardent, si passionné, pousser aussi loin le libéralisme en matière religieuse. Jamais il ne viendra même à l'esprit d'un Magyar de parler d'une religion nationale ou de croire que tel ou tel culte soit nécessaire à telle ou telle nationalité.... La constitution hongroise s'oppose au *particularisme* si cher aux Slaves. Aussi se disent-ils opprimés. Mais la vérité est que *chaque nationalité peut conserver sa langue, sa religion et sa physionomie nationale.* »

Ne poussons pas plus loin nos citations. Un coup d'œil sur l'attitude politique des diverses nationalités achèvera de nous éclairer tout à fait.

II

Reprenons le tableau de la population, tel que nous l'avons donné plus haut. Après les Magyars, qui constituent la race la plus compacte, la plus nombreuse, et qui occupent le centre du royaume, viennent successivement les Roumains, les Serbes, les Allemands, les Slovaques et les Ruthènes.

1° Les *Roumains* sont au nombre de 2,600,000. Ils habitent l'est de la Hongrie et principalement la Transylvanie. Dans cette dernière province, ils sont plus nombreux, à eux seuls, que toutes les autres nationalités ensemble. Les géographes de nos jours affirment qu'ils sont originaires des plaines situées au midi du Danube (la Roumémie et la Bulgarie actuelles) et qu'ils sont venus au treizième siècle dans les lieux qu'ils occupent actuellement. Que cette opinion soit ou non fondée, le fait est que les Roumains sont une race latine perdue, comme la race magyare elle-même, au milieu des Slaves d'Orient. Leurs tendances et leurs sympathies les portent instinctivement vers les idées et les mœurs de l'Occident; et il a fallu la confusion politique résultant des guerres de 1867 et de 1870 pour que, dans la dernière campagne, la principauté de Roumanie soit devenue l'alliée des Russes.

Quant aux Roumains de Hongrie et notamment de Transylvanie, il n'y a pas de sujet bien sérieux de discussion entre

eux et le Gouvernement hongrois; et probablement marcheraient-ils depuis longtemps en parfait accord avec lui, si, de 1848 à 1867, les centralistes viennois, qui rêvaient d'imposer à l'empire tout entier une seule et même Constitution, ne s'étaient servis d'eux comme d'un moyen, pour dominer la situation dans le royaume de saint Etienne. Ce n'est pas ici le lieu d'insister sur cette conception malheureuse qui ne tenait aucun compte des droits historiques les mieux établis, et qu'on s'étonne à juste titre d'avoir vue acceptée par un homme aussi libéral, un jurisconsulte aussi éminent que M. de Schmerling.

Toujours est-il que les Magyars ayant refusé d'envoyer des députés siéger au Parlement central de Vienne, le premier ministre d'alors se tourna du côté des Roumains et les combla de flatteries pour les gagner à sa cause.

De pareils moyens ont beau ne pas complètement réussir, il en reste toujours quelque chose. Voici ce qui en est resté dans la circonstance :

Après la conclusion du compromis austro-hongrois, en 1867, les Roumains de Transylvanie envoyèrent leurs députés siéger au Parlement de Bude-Pesth; mais, dès le début, ces mandataires d'une nationalité qui avait conçu de si vastes espérances, prirent au sein de la Chambre une position isolée. Bientôt ils s'en retirèrent complètement, et depuis lors les Roumains ont l'abstention absolue.

Ils ont, jusqu'en 1872, refusé de prendre part aux élections; de sorte que, dans les districts roumains, ce sont les minorités allemandes ou magyares qui ont seules nommé des députés.

A vrai dire, une scission n'avait pas tardé à se produire parmi eux. A l'abstention des *passivistes* avait répondu la création d'un parti *activiste*, qui voulait obtenir la réalisation de ses vœux par les moyens légaux et en usant des droits constitutionnels mis à sa disposition par le Gouvernement

hongrois. Ce dernier parti avait entamé des négociations avec le comte Lonyay, et le président du conseil avait lui-même été au devant de leurs désirs en invitant les passivistes à formuler clairement leurs désirs.

La chute du ministère Lonyay ne permit pas à ces négociations d'aboutir; mais rien ne s'oppose à ce qu'elles soient prochainement reprises et menées cette fois à bonne fin. D'une part, en effet, les demandes formulées par les passivistes ne contenaient rien d'incompatible avec l'intérêt général du royaume de saint Etienne, ni avec la constitution actuelle de la Hongrie. D'autre part, les Roumains les plus éclairés, les plus intelligents, les plus patriotes, se rapprochent de jour en jour des activistes, et voient très-clairement les conséquences fatales de la faute qu'on leur fait commettre en les tenant en dehors de la vie parlementaire hongroise. Les chefs qui les ont entraînés dans cette impasse finiront par être absolument délaissés. Les Roumains comprendront qu'ils ont tout à obtenir d'une participation effective aux travaux du Parlement. D'après leur nombre, ils peuvent fournir un contingent de 40 ou 45 députés. C'est là un chiffre assez respectable pour qu'aucun chef de gouvernement ne le dédaigne. Du moment où leurs griefs sont de nature purement locale et ne tendent nullement à détruire l'hégémonie hongroise, il sera facile, avec un peu de bonne volonté de part et d'autre, de s'entendre pour leur donner satisfaction. Une partie de leurs demandes est, au surplus, déjà réalisée. L'organisation autonome de leur Église, par exemple, a été concédée par le Gouvernement, comme celle de toutes les autres Confessions. Leur langue a droit de cité comme toutes les autres, et a le caractère légal dans les districts où ils sont en majorité. Or, c'était là deux de leurs principaux *desiderata*. Quant aux autres, il n'y a, répétons-le, rien d'impossible à ce qu'il y soit également satisfait, le jour où les activistes parviendront à faire triompher leurs idées.

Entre les Roumains et les Magyars il n'y a aucune raison d'antipathie, bien au contraire. La nation roumaine a pu voir récemment, lors des voyages de MM. Ghika et Stourdza, quel accueil amical ont reçu partout ces deux hommes d'État. La presse hongroise ne s'est pas fait faute, à cette occasion, d'exprimer hautement ses sympathies pour les Roumains, et il serait difficile de découvrir aujourd'hui un motif quelconque qui s'opposât à une entente. Les voix les plus autorisées s'accordent toutes à dire que la conciliation ne tardera pas à se faire. Espérons que l'événement viendra leur donner raison.

2° Les *Serbo-Croates* sont, après les Roumains, l'élément le plus important en dehors des Magyars. Mais il faut distinguer entre les Croates (Slaves catholiques du Sud, ayant une organisation politique autonome et indépendante) et les Serbes proprement dits, qui appartiennent à l'Église grecque non unie, et qui habitent, en Hongrie, les comitats de Temès, Torontal, Bacs et Kikinda.

Les Croates sont un peu plus nombreux : les évaluations les plus récentes de la statistique portent leur nombre à 1,260,000, soit environ 8 0/0 de la population totale de la Hongrie; mais ils sont satisfaits du sort qui leur est fait. Ils forment une nationalité compacte, qui a son ban, ses chefs de service, sa Diète, et, si les complications créées par la guerre turco-russe n'étaient venues surexciter leur imagination, nous n'aurions qu'à enregistrer purement et simplement ici l'existence d'un royaume de Croatie, qui a le même monarque que l'Autriche et la Hongrie, et qui a conclu son compromis avec le royaume de Hongrie de manière à ne former qu'un seul et même Parlement, tout en conservant sa pleine et entière indépendance.

Malheureusement, on ne peut toucher à la question d'Orient sans remuer aussitôt des souvenirs historiques qui donnent naissance à des aspirations difficiles, pour ne pas

dire impossibles à satisfaire. Il s'est donc trouvé un parti ultra-croate, qui réclame l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à la Croatie actuelle, puis la réunion de la Dalmatie à ce royaume croate ainsi agrandi, lequel n'aurait naturellement rien de plus pressé à faire que de se séparer de la Hongrie. Et, parce que les Hongrois ne consentent pas à faciliter la réalisation de ce beau rêve, parce qu'ils veulent laisser la Dalmatie à l'Autriche et s'en tenir à leur compromis avec les Croates tel qu'il existe aujourd'hui, les Omladinistes, agents inconscients ou complices de la Russie, crient à la persécution ! Ils osent dire que les Croates sont opprimés.

Il faut donc exposer brièvement les faits pour leur répondre, bien qu'à vrai dire, de telles allégations ne méritent guère de réponse. La Croatie, conquise en 1091 par le roi Ladilas 1^{er}, fait, depuis près de huit siècles, partie intégrante du royaume de Hongrie. Jusqu'en 1849, son histoire se confond avec celle du royaume de saint Etienne. Les rois de Hongrie, alors même qu'ils n'étaient pas encore des rejetons de la maison de Habsbourg, prenaient déjà le titre de rois de Hongrie, de Dalmatie et de Croatie. Les Croates, pendant tout ce long intervalle, identifiaient eux-mêmes leurs destinées avec celles de la mère patrie, et ne songeaient nullement à tourner leurs regards d'un autre côté, comme ils l'ont fait depuis.

Vinrent les événements de 1848. On a pu croire à l'étranger que l'esprit libéral et démocratique qui souffla alors sur toute l'Europe avait été également l'inspirateur du mouvement croate. Or, c'est encore un écrivain slave qui va nous répondre :

« Il n'en fut rien. Nous devons malheureusement convenir, « au contraire, que les Slaves du Sud ont alors agi comme « des défenseurs... de qui ? *des principes de Metternich.* « Oui, cela ne peut pas être nié. Les Croates, sous la con-

« duite de leur ban Jellacsics, ont joué un rôle absolument hostile aux libertés modernes. En cela, ils ont été guidés, il est vrai, par un calcul facile à comprendre. Mais ils n'ont qu'à moitié atteint leur but. » (Bobarykine, *Annales de la patrie.*)

Un autre écrivain, un Hongrois celui-là, M. Paul Hunfalvy, s'est cru obligé d'être plus modéré. Il se contente de dire : « Dieu sait pourquoi se produisirent les événements de 1848 et de 1849. » Toujours est-il que, finalement, les Hongrois et les Croates eurent également à en souffrir jusqu'en 1867. L'invasion russe livra les Magyars aux vengeances de la réaction ; mais les Croates n'obtinrent pas le résultat qu'ils espéraient de leur entrée en campagne. Tous ceux d'entre eux que les passions panslavistes n'aveuglent pas outre mesure, ont pu voir dès lors ce qu'on gagne à faire le jeu des autres, et à lutter pour une cause dont les Slaves du Sud seront toujours les derniers à profiter.

Ce fut par une entente amicale avec la Hongrie, en 1867, que les Croates obtinrent ce qu'ils avaient cherché vainement par d'autres moyens. Pour le sage Deák, cette année 1867 n'aurait pas été complète s'il n'avait achevé dans toutes les directions la grande œuvre de la réconciliation.

Après avoir traité avec l'Autriche pour sa patrie hongroise, il dit à ses compatriotes : « Prenons une feuille blanche, et invitons les Croates à y tracer librement l'expression de leurs vœux. » Ainsi fut fait, et les 1,200,000 habitants qui peuplent les pays compris entre la Drave et la Save, obtinrent une autonomie qui n'a pas sa pareille en Europe. Nulle part un grand royaume n'a consenti à donner à l'une de ses provinces, conquise et annexée depuis sept siècles, une pareille indépendance.

La Croatie, actuellement, forme un pays qui a son administration entièrement distincte. Tout ce qui concerne l'instruction publique, la justice, les cultes, et même les finances

locales, est géré à Agram par les Croates eux-mêmes. Ils n'ont conservé de commun avec les Hongrois que le commerce, la guerre, les finances communes, et ce qui a trait aux voies de communication. Le ban Mazuranics est un véritable chef de gouvernement, responsable devant la Diète croate d'Agram. La Croatie envoie des députés au Parlement de Bude-Pesth, où ils ont le droit de parler leur langue au lieu de la langue magyare. Mais ces députés n'ont à délibérer avec ceux du reste de la Hongrie, que sur les affaires communes aux deux pays. Bref, le système inauguré en 1867 laisse à la Croatie la libre disposition de ses destinées. Il s'est borné à maintenir le lien historique qui existait depuis la fin du onzième siècle entre Bude-Pesth et Agram. A moins de vouloir absolument briser ce lien séculaire, grâce auquel la Croatie a pu devenir ce qu'elle est aujourd'hui, que peut-on désirer de plus? Aussi, hâtons-nous de le répéter, l'immense majorité du pays le comprend, et si elle conserve pieusement les grands souvenirs du passé, si elle se rattache à certaines espérances d'avenir, elle ne fait que suivre en cela la pente naturelle de tous les esprits sur tous les points du globe :

Car, que faire en ce monde, à moins que l'on n'espère?

Mais, dans ses rêves et dans ses combinaisons d'avenir, elle n'oublie pas que la loyauté lui fait un devoir de rester étroitement unie avec la Hongrie, et que son intérêt le plus évident, le plus immédiat, est d'accord avec ce devoir d'honneur. C'est seulement une infime partie de la Croatie qui, sous le nom de parti ultra-croate, s'associe aux intrigues de l'Omladina. Grâce aux libertés dont jouissent les pays de la couronne de saint Étienne, cette société trop fameuse (*Omladina*, textuellement la *Jeunesse*, mais en réalité la Jeune-Serbie) a pu établir dans la capitale de la Croatie un foyer permanent de résistance contre tout ce qui est alle-

mand, italien et magyar. Ce n'est pas seulement, en effet, (il importe de le remarquer) contre les Magyars que les Ultra-Croates devraient entrer en guerre pour réaliser leurs vœux. A supposer que l'Autriche voulût bien leur céder la Dalmatie, ils auraient à en disputer certains points à l'Italie, qui ne manquerait pas de les revendiquer, et à lutter partout contre l'influence du parti italien, dont la puissance n'est un secret pour personne. En Bosnie, ils se heurteraient aux Turcs, qui vraisemblablement ne les laisseraient pas faire sans quelque résistance, voire même aux Russes qui seraient alors, comme ils le sont aujourd'hui, fort ambitieux pour leurs amis les Bulgares. Et, quant aux Allemands, qui sont dès aujourd'hui assez nombreux en Croatie, il faut cependant espérer qu'on ne les expulserait pas violemment du pays pour installer à leur place des partisans dévoués de l'Omladina.

Mais les jeunes Serbes et les jeunes Croates ne s'arrêtent pas à de tels détails. « Pour eux, dit un écrivain français, Agram est la capitale idéale d'un empire sud-slave qui s'étendrait de la Slavonie actuelle aux bords de l'Adriatique. Depuis que l'Omladina s'est fondue, à Semlin, dans le mouvement communiste, ses chefs résident à Agram, à Prague à Belgrade. Mais les mots décisifs sont toujours prononcés à Agram et sont compris partout, des bords du Danube à Prague. Le royaume très-unitaire de la Serbie, tel est l'avenir rêvé par les Sud-Slaves » (*Revue des Deux-Mondes*, livraison du mois de mars 1876).

Le royaume tri-unitaire et la Serbie, c'est-à-dire une ceinture d'États slaves enserrant à la fois l'Autriche et la Hongrie, les séparant de la mer, leur coupant la route de l'Orient, voilà le rêve, d'après l'écrivain de la *Revue des Deux-Mondes*; et l'écrivain est dans le vrai. Le Gouvernement austro-hongrois a-t-il donc eu si grand tort de confier à sa brave armée le soin d'empêcher que ce plan ne reçût même un commence-

ment de réalisation ? Et quant aux Croates, nous allons voir bientôt ce qu'ils gagneraient, en admettant que l'impossible devînt subitement réalisable.

3° Les *Serbes* non Croates sont à peu près un million en Hongrie. Les chiffres les plus récents portent leur nombre à 1,020,000. Ils ne sont nullement originaires des pays qu'ils habitent aujourd'hui. Ils ne sont venus s'y établir qu'à la fin du dix-septième siècle, alors que les armées turques, en 1690, s'emparèrent successivement de Nich, de Semendria, de toutes les places fortes de Serbie, et vinrent assiéger Belgrade. Ce fut alors *tout un peuple*, qui, fuyant devant les vainqueurs, vint demander asile à l'hospitalité magyare. Tous les historiens constatent que 37,000 familles serbes au moins (quelques-uns disent 40,000 familles) passèrent la frontière sous la conduite de leurs patriarches et de leurs woïwodes. Ils furent accueillis à Arad, Mokács, Grosswardein, Komorn, et autres lieux, et y logèrent d'abord sous des tentes, vivant entre eux et conservant leur organisation patriarcale. C'était d'abord tout simplement les *hôtes* du pays. C'est le nom qui leur est donné dans les divers décrets rendus à leur égard par Léopold I^{er} et ses successeurs. Ils étaient dans une situation identique à celle où se trouvaient, avant l'entrée des troupes austro-hongroises en Bosnie, les milliers de Bosniaques réfugiés sur le sol de la monarchie. A ce titre, ils jouissaient tout naturellement de grands privilèges. Ils étaient exempts d'impôts; et les lettres-patentes de la chancellerie hongroise recommandaient aux « États, municipalités et aux particuliers de laisser aux Serbes du rite grec toute liberté pour l'exercice de leur culte, de les protéger dans leurs droits reconnus et concédés. »

Pendant huit années les réfugiés conservèrent ainsi, au milieu des populations hongroises, une situation exceptionnelle. On espérait toujours qu'il serait possible de les rapatrier, comme on va rapatrier aujourd'hui les Bosniaques. On

les considérait si bien comme des hôtes de passage qu'ils restaient uniquement dépendants de leur archevêque, au temporel comme au spirituel (ut omnes ab Archiepiscopo, tam in spiritualibus quam in sæcularibus dependent, clementissime volumus).

C'est le texte formel du décret du 11 décembre 1691. Dès lors, les Serbes ont formé en Hongrie, par suite de cette situation expectante, un État dans l'État. La paix de Karlowitz (26 janvier 1699) leur enleva définitivement tout espoir de retour. Les contrées situées de l'autre côté du Danube étant abandonnées aux Turcs, on dut renoncer à rapatrier les réfugiés ; il fallut songer, au contraire, à les coloniser. Leur nombre s'était notablement accru par suite des progrès constants des armées turques. 40,000 nouvelles familles étaient venues à leur tour demander à la Hongrie la bienveillante hospitalité accordée aux premiers émigrés. Elle leur fut, nous n'avons pas besoin de le dire, généreusement accordée ; et la seule préoccupation des divers souverains, depuis Charles III (Charles VI comme empereur, Charles III comme roi de Hongrie) jusqu'à Marie-Thérèse et Joseph II, paraît avoir été de leur maintenir des privilèges exceptionnels, tout en leur reconnaissant dans les pays hongrois le droit de cité, au même titre que les Magyars ou autres habitants.

Cependant, le fait même de jouir de privilèges spéciaux et de constituer un peuple à part les tenait en dehors de la vie publique du pays. Ils ne se considéraient pas comme citoyens hongrois ; et, pendant tout un siècle, ils vécurent ainsi dans le pays comme des étrangers.

Mais, au moment où les idées modernes commencèrent à faire irruption dans toute l'Europe, et où les principes proclamés en 1789 par l'Assemblée nationale française avaient partout un si grand retentissement, la Hongrie aussi sentit le besoin de remanier quelque peu ses lois fondamentales.

Il lui parut contraire au bon sens et à l'équité qu'il y eût

dans le pays des habitants placés dans une situation complètement exceptionnelle. La Diète décida donc, par une loi de 1790-91, que les Serbes deviendraient purement et simplement des citoyens hongrois comme les autres. Et, pour faire même disparaître cette dénomination de Serbes, qui tendait à entretenir des divisions, la loi les considéra seulement au point de vue religieux, en les appelant *les fidèles de la religion grecque non-unie*. « Le droit de citoyen (*jus civitatis*) est accordé en Hongrie aux habitants qui professent la religion grecque non-unie; ils auront désormais les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres habitants. Ils pourront acquérir et posséder des biens, exercer tous les emplois publics dans la Hongrie et les pays annexés, tout en conservant, d'ailleurs, par rapport à leur clergé, à leur Eglise, et à leur religion, ainsi qu'à l'éducation de leurs enfants, toutes les franchises que leur a accordées Sa Majesté. Toutes les lois antérieures sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire à la Constitution du royaume (*fundamentali regni Constitutioni*) mais tous les privilèges qui ne sont pas en désaccord avec la Constitution sont expressément maintenus. »

Telles furent les dispositions légales édictées en 1790. Que l'on remarque cette date et qu'on se reporte à l'état social de la Hongrie à la fin du dix-huitième siècle. Les nobles seuls pouvaient alors occuper les emplois publics et posséder la terre. L'organisation féodale, tempérée il est vrai par le caractère sympathique et les mœurs patriarcales des Magyars, subsistait encore comme base essentielle de la société hongroise; et, c'étaient, à vrai dire, les étrangers, les nouveaux-venus, qui se trouvaient profiter presque seuls des tendances nouvelles de l'esprit public. Les Serbes furent les mieux traités. Ils reçurent du premier coup, sans distinction, les droits que les membres de l'aristocratie pouvaient seuls exercer parmi les Magyars.

Cependant ils ne furent pas satisfaits. « C'est que, dit le professeur Schwicker qui les connaît si bien, ils ne seront jamais satisfaits tant que leur nationalité ne jouera pas un rôle dominant. »

Accueillis en Hongrie en vertu du droit d'asile, placés plus tard dans l'impossibilité de retourner chez eux, ils ne trouvaient pas que ce fût assez, après cent années écoulées, d'obtenir les mêmes droits que les autres citoyens et toutes les libertés augmentées encore de privilèges spéciaux. Il leur fallait la glorification de leur nationalité, et probablement aussi la suprématie sur toutes les autres races habitant la Hongrie.

Les Serbes (nous l'avons déjà dit loyalement dans la première partie de ce travail) ont de brillantes et incontestables qualités. Ils ont une bravoure héroïque; ils sont prêts à tous les sacrifices pour la cause nationale serbe; ils ont le sentiment de leur individualité poussé à un degré qui rend impossible leur absorption par le panslavisme moscovite. Mais ils joignent à ces qualités deux torts essentiels. Ils sont exclusifs et intolérants; ils ont le caractère despotique et ne peuvent que très-difficilement s'entendre avec les autres nationalités. Cela est poussé si loin que, même avec les Croates, qui sont cependant de même souche et de même race qu'eux, ils ont d'incessants, d'incurables dissentiments. La religion joue le principal rôle dans ces querelles intestines, comme dans celles de la plupart des peuples orientaux. Bien souvent on s'y trompe en France, et en général dans tout l'Occident; on appelle luttes nationales ce qu'il faudrait appeler conflits de religion. Entre les Serbes et les Croates il y a communauté d'origine, de mœurs, et de langage. Les Croates sont des Serbes tout comme les habitants de Belgrade et les membres hongrois de l'Omladina. La seule différence qu'il y ait entre eux sous le rapport du langage, consiste en ce que les Croates se servent de l'écriture latine au lieu d'employer l'alphabet cyrillique. Mais, au point

de vue religieux, il existe des divergences qui suffisent à constituer une incompatibilité absolue. Les Croates sont catholiques, et les Serbes sont Grecs non-unis. C'est trop peu, aux yeux des Occidentaux, pour troubler l'unité nationale. c'est plus qu'il n'en faut, en Orient, pour la détruire à tout jamais.

Aussi les Croates et les Serbes poursuivent-ils aujourd'hui des tendances politiques absolument opposées. Les premiers, nous l'avons dit, rêvent la reconstitution du royaume tri-unitaire, mais ne songent nullement à briser le lien qui les attache à l'Autriche-Hongrie. Les seconds ne comprennent l'autonomie de l'élément sud-slave que sous leur domination exclusive, intolérante, absolue. Entre la Hongrie et la Croatie un compromis a pu se conclure, et peut se maintenir paisiblement. Entre le Gouvernement hongrois et le million de Serbes qui habitent la Hongrie, beaucoup de bons esprits en sont encore à se demander si un compromis sera jamais possible. Dans les comitats où ils sont établis, se trouvent, à côté d'eux, des Allemands. Les Serbes, qui passent leur temps à politiquer pendant que les Allemands travaillent, cultivent la terre et s'enrichissent, deviennent aisément jaloux des progrès de leurs concitoyens, et cette jalousie les porte à des sentiments de haine qui n'ont pas d'autre explication plausible.

Soyons justes, cependant ; prenons garde de tomber à notre tour dans l'exclusivisme et l'exagération. Si le bruit que font quelques agitateurs et l'influence déplorable qu'ils exercent autour d'eux font croire, ainsi que nous venons de le dire, à l'impossibilité d'une entente sérieuse entre Serbes et Magyars, il s'en faut de beaucoup que cette opinion soit partagée par tout le monde.

Le parti panslaviste, qui marche sous l'étendard de Miletics, ne comprend, en définitive, que la très-petite minorité des Serbes hongrois. Les commerçants, les riches proprié-

taires, les employés, qui appartiennent à la nationalité serbe, se tiennent soigneusement à l'écart de ces intrigues, et ne demandent qu'à vivre en paix à l'abri des lois hongroises. Les hauts dignitaires ecclésiastiques sont eux-mêmes de cet avis, et blâment, au fond de leur conscience, les excès des Omladinistes. Tout ce qu'ils demandent, c'est de conserver leur individualité serbe. Or, par la liberté de religion, par l'usage de leur langue, par le droit de fonder et de surveiller leurs écoles serbes, ils voient ce vœu entièrement réalisé ; et, pour leur part, ils seraient fort disposés à se déclarer satisfaits. Par malheur, ce parti conservateur et modéré, qui a pour lui l'immense majorité des Serbes-Hongrois, est placé par les agitateurs sous un véritable terrorisme, que son tempérament plus calme l'empêche de secouer. Habitant d'ailleurs des districts situés près de la frontière, il reçoit journellement le contre-coup des événements qui se produisent à Belgrade, et craindrait d'être accusé de trahison par les exaltés s'il engageait courageusement la lutte contre les Omladinistes. Les avocats, les étudiants, les instituteurs pauvres, qui forment la clientèle de Miletics, font à eux seuls assez de bruit pour faire illusion, non-seulement à l'Europe, mais même à certains de leurs compatriotes, plus éclairés et plus raisonnables. De là vient qu'une poignée d'hommes peut afficher la prétention de dire qu'elle représente à elle seule toute une nationalité.

Le Gouvernement hongrois a tenté à diverses reprises, de galvaniser quelque peu le parti conservateur, ou tout au moins de créer un *parti modéré* (*Mittelpartei*) dont le programme eût été le maintien de l'individualité serbe, mais en bonne entente avec la Hongrie. Il a offert d'examiner encore une fois la loi des nationalités, pour voir si par hasard quelque désir légitime des Serbes pourrait encore être éalisé, sans nuire à l'autonomie hongroise. Il s'est heurté à une force d'inertie, déguisée sous des apparences polies et

des témoignages de reconnaissance, et a pu se convaincre que le terrorisme omladiniste n'était pas un vain mot. Peut-être l'énergie qu'il vient de déployer en ces derniers temps contre le grand agitateur, tout en restant fidèlement sur le terrain de la loi et des principes constitutionnels, lui réussira t-elle mieux. Nous en avons, quant à nous, le ferme espoir. Il suffit souvent, en ce monde, de se montrer énergique et décidé pour inspirer du courage aux autres.

Les Serbes ne devraient pas oublier, après tout, qu'ils avaient perdu leur autonomie sous le régime centraliste de Vienne, et que c'est le Gouvernement de Bude-Pesth qui la leur a rendue. En 1848, ils avaient commis la même faute, disons, si l'on veut, la même erreur que les Croates, en tournant leurs armes contre la Hongrie. Ils s'étaient mis, eux aussi, au service des idées antilibérales, tout en croyant, de bonne foi sans nul doute, se mettre au service du principe des nationalités. De tout le passé, déjà si long, de leur séjour en Hongrie, ils n'avaient retenu qu'une chose : c'est que leur nationalité serbe avait cessé nominalement d'exister. Elle avait existé en fait aussi librement que toutes les autres ; et l'on avait tenu si grand compte de leur organisation que leurs évêques et métropolitains avaient obtenu, depuis 1792, le droit de siéger et de voter à la Chambre des Magnats.

Il avait été décidé, en même temps, qu'un certain nombre d'employés serbes serait attaché à la Chancellerie hongroise, pour y représenter les intérêts de leurs concitoyens. Mais, du moment qu'ils étaient Hongrois et non pas Serbes, ils se disaient opprimés. Aussi se mirent-ils au service de la réaction viennoise, en 1848. Ils en furent récompensés par l'anéantissement pur et simple de leur autonomie religieuse. C'est toujours ainsi que les réactions savent reconnaître les services qu'on leur rend. Déçus dans leurs ambitieuses espérances, les Serbes durent attendre, comme la Hongrie tout entière, la grande réconciliation de 1867.

Alors le baron Eötvös devint ministre des cultes; et son premier acte fut de leur rendre une autonomie plus complète encore que celle dont ils jouissaient précédemment. On a même plus d'une fois reproché à cet éminent homme d'État, aussi grand écrivain que bon patriote, d'avoir été trop vite et d'avoir dépassé le but en voulant l'atteindre trop complètement. Les concessions qu'il fit à cette époque, ont fourni à l'Omladina, l'un de ses plus puissants moyens d'action. Voici comment :

L'Église orthodoxe serbe a à sa tête l'archevêque de Karlowitz (en ce moment Mgr Procope Ivanskovics). Or, au moment où éclatèrent les événements de 1848, le Parlement hongrois, par une loi spéciale (loi 20 : 1847-48), venait de décider que, pour les choses ecclésiastiques, cet archevêque serait assisté d'un synode d'évêques, et que, pour les intérêts matériels de l'Église, il serait assisté d'un Congrès élu par la population. Ce Congrès devait se composer de soixante-quinze membres, dont vingt-cinq ecclésiastiques et cinquante laïques. La loi n'eut même pas le temps d'entrer en vigueur. Le Gouvernement centraliste viennois n'eut rien de plus pressé que de n'en pas tenir compte, de supprimer le Congrès, et surtout ses membres laïques. Pendant vingt ans, le fonds spécial que possède l'Église serbe pour le payement de ses prêtres, pour ses écoles, et autres besoins dont elle est seule juge d'après la loi elle-même, fut administré, sans contrôle d'aucune sorte de la part de la population, par les hauts dignitaires ecclésiastiques. Or, on le sait (et rien n'est plus naturel), ces dignitaires sont généralement conservateurs et dévoués à la monarchie. Ce n'était pas l'affaire du parti jeune serbe, on doit bien s'en douter. Invoquant les anciens privilèges, depuis longtemps tombés en désuétude, il soumit à la sanction du ministre des cultes, en 1868, un projet d'organisation basé sur celui de 1848, et réintroduisant l'élément laïque dans la gestion des fonds ecclésiastiques ainsi que dans l'administra-

tion de [toutes les questions que, naguère, le métropolitain de Karlowitz réglait de sa seule autorité.

Animé du même esprit conciliant que Deák et les autres hommes d'État de ce temps, le baron Eötvös crut qu'en donnant satisfaction aux désirs des Serbes, il calmerait leur ardeur opposante, et éteindrait en eux tout esprit d'animosité à l'égard des Magyars. Sa responsabilité lui semblait d'autant mieux dégagée, d'ailleurs, qu'il s'agissait uniquement de faire revivre une loi précédemment votée par les deux Chambres hongroises, et insérée dans les Codes de Hongrie. Il approuva donc le projet qui lui était soumis, et ce fut alors, dans toute la presse slave, un concert de louanges en l'honneur du Gouvernement hongrois, qui venait de se montrer si hautement libéral et si imprudemment généreux. Encore une fois, d'ailleurs, le Parlement partagea les vues et les illusions patriotiques du ministre, qui avait sa confiance. Il n'apporta qu'un seul changement à la loi de 1848, et ce fut pour émanciper une autre nationalité ! Jusque-là, sous le titre de Grecs non-unis, les Roumains et les Serbes étaient confondus dans une seule et même organisation religieuse, et reconnaissaient le même archevêque métropolitain. La loi de 1868, donnant l'autonomie complète à chaque nationalité, décida que les Roumains auraient leur organisation à part et leur patriarche, résidant, comme nous l'avons dit plus haut, à Bulázsfalva. Quant aux Serbes, elle leur rendit leur Congrès national, où les laïques devaient être en majorité.

D'après le texte de cette loi, le Congrès se compose, en dehors des sept évêques qui en font partie de droit, de vingt-cinq membres ecclésiastiques et de cinquante membres laïques, c'est-à-dire de soixante-quinze députés élus, siégeant à côté des sept dignitaires ecclésiastiques. En vertu d'un règlement électoral de 1871, ces soixante-quinze députés

sont élus par le peuple auquel a été confié le suffrage direct. Or, on comprend aisément ce qui arrive.

Les agitateurs ayant le plus souvent raison devant les réunions populaires, surtout lorsqu'ils ont eu le loisir de les travailler à l'avance, les Omladinistes, partisans de Miletics, font pénétrer leurs créatures au sein du Congrès national de l'Église serbe. Ils arrivent même, sans trop de peine, à y réunir la majorité. Dès lors, tous les fonds ecclésiastiques sont à leur libre et entière disposition ; et non-seulement ce sont eux qui payent les prêtres, mais il leur est loisible de disposer tout à leur aise de capitaux importants pour leur propagande panslaviste.

Voilà ce qui est à la connaissance de tout le monde en Hongrie ; et si, par hasard, quelque lecteur étranger trouvait que nous insistons trop longtemps sur ces détails d'organisation cléricale, nous lui répondrions encore une fois avec Hunfalvy :

« La race serbe est plus étroitement liée que toute autre avec son clergé. Chez elle, l'organisation de l'Église nationale est la question qui domine toutes les autres ; et de là vient que, dans les luttes de nationalité, l'Église serbe est le facteur qu'on voit toujours au premier plan. »

Les Hongrois s'en sont bien aperçus depuis dix ans.

Pas une seule minute peut-être, ils n'ont cessé d'être occupés de la rédaction définitive des Statuts organiques de l'Église et du Congrès national serbe. Après de longues et fastidieuses discussions, ils sont enfin parvenus, il y a trois ans, à donner à ces Statuts une forme définitive, et à les faire sanctionner par le roi de Hongrie, à la date du 29 mai 1875. Mais, dans l'application, que de soins n'a-t-il pas fallu encore pour prévenir des conflits, empêcher des abus, et mettre ordre aux menées panslavistes ! On a reconnu, par exemple, au Congrès serbe, composé comme nous venons de le dire, le droit de nommer le patriarche ; mais on a

heureusement réservé au souverain de la Hongrie le droit d'accorder ou de refuser sa sanction, après examen, à cette nomination. Or, dès la première fois que le Congrès a dû procéder à l'élection du patriarche, on a pu voir combien cette précaution était sage. Et c'est cependant ce droit inhérent à la souveraineté, [exercé dans tout l'univers par tous les chefs d'État, même républicains, qui sert de prétexte aux Omladinistes pour se dire opprimés. *Ab uno disce omnes.*

Un dernier mot relativement aux Serbes. C'est la nationalité la plus remuante de la Hongrie ; c'est elle surtout qui fait le plus de bruit par ses écrits et ses agents répandus dans l'Europe entière ; c'est elle en un mot qu'il est le plus difficile de bien juger à l'étranger, et sur laquelle il est répandu, en France, en Allemagne, et, ailleurs, le plus d'idées fausses. Il importe donc de bien établir son attitude réelle vis-à-vis du Gouvernement hongrois, et de faire toucher du doigt le mal fondé des griefs que ses protecteurs panslavistes font sonner si haut. Le trait que nous allons citer achèvera, sous ce rapport, de dissiper tous les doutes.

Il y a une dizaine d'années, un riche Serbe, nommé Sabas Tököly, disposa, par testament, de sa fortune (environ 200,000 florins) en faveur de ses compatriotes, les Serbes-Hongrois. De son vivant, Tököly appartenait notoirement à ce parti conservateur qui se rallie en toute loyauté au Gouvernement central, pourvu que l'autonomie nationale serbe soit respectée et sauvegardée. Entièrement dévoué à sa nationalité, il ne la comprenait pas sous le joug panslaviste, et la voulait réellement autonome, réellement indépendante. Il avait donc légué sa fortune à la Société littéraire *Matika Srbska*, dont nous avons parlé plus haut, à la condition qu'elle en consacrerait les intérêts annuels à donner des secours aux étudiants pauvres de race serbe, pour leur faciliter l'achèvement de leurs études. Il avait eu soin, d'ailleurs, d'inscrire expressément, dans son acte de dernière

volonté, que les jeunes gens ainsi secourus devraient être élevés dans l'esprit hongrois. C'étaient ses expressions textuelles. Quant au lieu où ils feraient leurs études, il ne lui vint pas à l'esprit de le fixer, la Société à laquelle il confiait le soin d'administrer ses fonds ayant alors son siège à Bude-Pesth ; mais s'il ne l'inscrivit pas dans son testament en termes formels, il l'indiqua cependant d'une façon aussi claire que possible, en fondant à Bude-Pesth une maison où les jeunes gens munis de ses subsides seraient logés gratis. Enfin, pour le cas où la *Matika Srbska* viendrait à se dissoudre, il confiait le soin d'exécuter ses volontés à la communauté ecclésiastique serbe de Bude-Pesth. Or, voici ce qui advint. La *Matika Srbska* commença par transporter le siège de ses séances hors de la capitale hongroise ; puis elle distribua les subventions scolaires ordonnées par le défunt à des jeunes gens qui fréquentaient pour la forme les universités slaves, mais qui, en réalité, s'occupaient exclusivement de politique.

Le Gouvernement hongrois ne pouvait évidemment, sans abdiquer tous ses droits (disons plus, sans violer tous ses devoirs) tolérer un pareil abus ; il ne pouvait souffrir que les volontés formelles du testateur fussent à ce point méconnuës. Des sommes destinées à l'entretien d'étudiants pauvres devenaient un moyen de propagande omladiniste ; des jeunes gens qui devaient être élevés dans l'esprit hongrois étaient transformés en agents du panslavisme moscovite. Dans beaucoup d'autres pays, la police aurait simplement procédé par un coup d'État. Elle eût séquestré les fonds et dispersé la *Matika Srbska* avec ses prétendus étudiants. Mais en Hongrie, quoiqu'il arrive, on respecte toujours la légalité. Le Gouvernement commença par rappeler à la Société le texte du testament, qui avait confié des fonds à une association littéraire résidant à Bude-Pesth, et il l'invita à y revenir. Sur son refus, il lui fit observer qu'en tous cas les

étudiants appelés à profiter des bienfaits du testateur, devaient résider dans la capitale, et il l'invita à envoyer ces jeunes gens à l'Université de Bude-Pesth. S'étant heurté à un second refus, tout aussi formel que le premier, le ministre fit alors exécuter la dernière clause du testament, et remit à la communauté ecclésiastique serbe de Pesth, le soin de disposer des intérêts annuels du capital laissé par Tököly.

Peut-on concevoir une attitude plus modérée, plus libérale, plus strictement légale, de la part d'un Gouvernement quelconque? C'est pourtant là encore un des griefs que les Serbes omladinistes invoquent pour crier à la persécution.

Tous ceux qui auront eu la patience de lire ces détails, sauront du moins une bonne fois à quoi s'en tenir. Et, nous le demandons aux Serbes eux-mêmes, n'ont-ils pas tout à gagner avec un Gouvernement si scrupuleux observateur de la légalité, qui, même lorsqu'il s'agit pour lui d'une question vitale, s'y prend à trois fois avant de frapper, et épuise tous les moyens de conciliation avant d'en arriver à une décision conforme au droit, en même temps qu'à la raison? Les Hongrois ont rendu aux Serbes, il y a dix ans, les libertés et les franchises que le Gouvernement centralisateur de Vienne leur avait enlevées. Ils leur reconnaissent tous les droits compatibles avec la sécurité de la monarchie de saint Etienne, et ne leur demandent en retour qu'une seule chose : ne pas conspirer avec les ennemis du dehors.

Ce serait à désespérer du bon sens et de la logique en ce monde si les Serbes ne finissaient pas par comprendre que leur intérêt le plus immédiat, le plus incontestable, le plus évident, est de rester étroitement unis avec la Hongrie. Nulle part, sous aucun autre régime, ils n'auraient les mêmes franchises ni la même autonomie.

4° Les *Allemands* sont moins nombreux en Hongrie que les Roumains et les Serbo-Croates. Ils y sont plus disséminés sur tous les points, et ne font pas, à l'exception des Saxons,

d'opposition au Gouvernement central. Voilà pourquoi nous en parlons seulement en quatrième ligne. Mais il est à peine nécessaire de dire que, sous le rapport de la culture intellectuelle, de l'industrie, de la fortune, du rôle social en un mot, ils auraient mérité que nous commencions par eux cette étude des nationalités en Hongrie.

Il faudrait refaire ici toute l'histoire du royaume de saint Étienne, pour retrouver les premières traces de la présence des Allemands au pied des Karpathes. « Les Magyars, dit un historien hongrois, ont fondé l'État; mais ce sont les Allemands qui ont construit les villes. » Et, en effet, depuis Presbourg jusqu'aux confins de la Transylvanie, on trouve une série non interrompue de cités dont l'existence démontre très-clairement que les Allemands ont été jadis très-nombreux dans la Haute-Hongrie. La ville de Pesth elle-même passait, avant l'invasion des Mongols (1242), pour une riche localité allemande (on disait alors *teutone*). Il faut toutefois remarquer que, dans les chartes de l'époque, le roi André II, parlant des Allemands établis au pied du Blocksberg, les appelle « les hôtes du pays » (*hospites*). Un siècle après, le roi Louis I^{er}, en 1360, voulant récompenser la fidélité dont avaient fait preuve les hôtes et marchands (*cives, hospites et mercatores*) de Debreczin, élevait cette localité au rang de ville libre royale (*Königliche Freistadt, Szabad Királyi város*).

C'est à partir des luttes religieuses du dix-septième siècle que l'élément germanique commença fortement à diminuer en Hongrie. Presque tous les Allemands qui habitaient le royaume s'étaient ralliés à la réforme luthérienne. Ils furent, de ce chef, en butte à des persécutions dont le récit allongerait inutilement ces pages.

Le système de la Contre-Réformation, introduit sous l'influence viennoise par le cardinal-primat Pazman, en 1650,

se prolongea pendant plus d'un siècle, et fit sentir ses effets, même sous le règne si glorieux de Marie-Thérèse.

Couvrons du voile de l'oubli des faits si contraires au caractère libéral des Hongrois, et constatons seulement que, Dieu merci ! ils se sont délivrés aujourd'hui à tout jamais du joug clérical, tout en restant sincèrement catholiques. La tolérance extrême dont l'écrivain russe, cité par nous dans la première partie de ce travail, leur fait si justement honneur, contraste heureusement avec cette page sombre de leur histoire, dont ils sont les premiers à détourner les yeux.

A la suite des persécutions dont ils furent l'objet, beaucoup d'Allemands quittèrent le pays. D'autres se laissèrent slaviser ; ils oublièrent jusqu'à leur langue pour apprendre à parler slovaque.

L'invasion turque, en 1703, ramena en Hongrie de nouvelles colonies germaniques, qui venaient repeupler les localités dévastées par les envahisseurs. Ce furent exclusivement, d'ailleurs, des Allemands catholiques ; les décrets impériaux le spécifiaient expressément. Sous Marie-Thérèse, cette colonisation continua, et, sous Joseph II, elle s'augmenta dans de telles proportions que, dans le Banat seulement, de 1784 à 1786, dans l'espace de trois années par conséquent, il vint s'installer quarante mille personnes.

Actuellement, la population allemande de la Hongrie comprend, d'après les relevés officiels, environ deux millions. Elle est en partie catholique, en partie protestante (de l'Église luthérienne). C'est à l'Église luthérienne qu'appartiennent notamment les *Saxons* de la Transylvanie, c'est-à-dire les seuls Allemands qui forment un groupe compact et qui constituent, à proprement parler, un parti politique. Le surplus est tellement mêlé, dans le reste du pays, à la population hongroise, qu'il s'est établi peu à peu une fusion à peu près complète. Il n'y a, en définitive, aucune antipathie entre

Allemands et Magyars ; il existe, au contraire, entre eux, de grandes affinités et de puissants motifs de rapprochement. Les dissentiments qui se sont produits récemment entre l'Autriche cisleithane et la Hongrie proviennent, personne ne l'ignore, de motifs politiques, et nullement de haine ou de jalousie de races. Du moment où les Hongrois n'auront plus à craindre qu'on songe à menacer leur indépendance, ils seront pour les Allemands de la Cisleithanie ce qu'ils sont pour ceux qui habitent le royaume de saint Étienne ; les meilleurs et les plus dévoués de tous les amis.

Pas une voix ne s'élève, au surplus, du sein de la population allemande de Hongrie, pour formuler la moindre plainte. De quoi se plaindrait, en effet, cette population ? Elle joue partout le rôle éminent que lui assurent sa culture intellectuelle, ses habitudes laborieuses, sa civilisation avancée, ses mœurs douces et polies. Quand on lit dans certaines feuilles du dehors des déclamations sur le sort des Allemands en Hongrie, l'on ne peut s'empêcher de hausser les épaules, tellement tout cela est risible et absurde pour quiconque connaît un peu le véritable état des choses.

Laissons donc de côté la nationalité allemande proprement dite, puisqu'elle est satisfaite dans le royaume de saint Étienne et n'a nulle envie d'échanger les destinées qui lui sont faites contre d'autres plus incertaines et plus hasardeuses. Les Saxons, nous venons de le dire, sont les seuls qui soient constitués à l'état de parti. C'est d'eux seuls qu'il y a lieu de s'occuper un instant. Ils ne sont pas très-importants sous le rapport numérique, puisque les derniers recensements ne portent leur nombre qu'à 224,000. Mais ils sont fixés depuis plus de huit siècles en Transylvanie ; ils y ont conservé de tout temps certaines franchises ; ils ont eu le bonheur d'échapper aux deux grands fléaux qui ont désolé la Hongrie : l'invasion turque et la Contre-Réformation ; ils

ont conservé intacts leurs monuments du moyen âge, et ils sont à juste titre fiers de leur passé. Intelligents, laborieux, actifs comme tous les Allemands, ils avaient plus d'une fois, à des époques antérieures, fourni de grosses sommes d'argent aux princes de Transylvanie, et en avaient reçu en échange d'assez grands privilèges.

Mais le droit moderne n'admet pas les privilèges, de quelque nature qu'ils soient, et les lois actuelles de la Hongrie ont placé tous les habitants du pays sous un régime uniforme, laissant à chaque citoyen la liberté la plus entière, mais ne permettant à aucun de rester dans une situation exceptionnelle. De là sont venues les plaintes des Saxons. Comme tous ceux qui ont eu longtemps l'habitude d'être favorisés d'une façon spéciale, ils ont trouvé dur de rentrer dans le droit commun, et certains journaux de l'empire d'Allemagne ont trouvé ingénieux de dire qu'on voulait magyariser leurs compatriotes, alors qu'on avait simplement aboli en Hongrie tous les privilèges. La question est là et pas ailleurs. Aucun effort de rhétorique n'y pourrait rien changer.

Les Saxons eux-mêmes commencent à comprendre que leurs réclamations sont peu en harmonie avec la véritable équité, que le rôle qu'ils jouaient ainsi devant l'Europe n'était digne ni de leur passé ni de leur caractère loyal et sympathique. Ils renoncent peu à peu à leur opposition vis-à-vis du Gouvernement hongrois ; et l'on voit approcher l'heure où une entente désirable à tous les points de vue, s'établira entre eux et les Magyars, dans l'intérêt commun de la mère-patrie. Eu considérant de près ce qui a fait, en dernier lieu, l'objet principal des discussions, on ne peut pas croire que des hommes intelligents veuillent éterniser de parti-pris un semblable débat.

Il s'agissait, comme vis-à-vis des Serbes, d'une question d'argent. Il existait depuis des siècles, en Transylvanie, un fonds spécialement consacré à l'enseignement et au dévelop-

pement de la culture intellectuelle. Ce fonds appartenait à la population tout entière, qui se compose de Saxons, de Roumains et en très-petite quantité de Magyars. Il devait être appliqué à propager l'instruction dans toutes les nationalités habitant le pays qu'on nommait jadis le *fundus regnis* (la terre du roi). Or, les Saxons, habitués à jouer en Transylvanie le rôle dominant, avaient exclusivement appliqué le fonds en question à leur seul profit. Ils l'avaient employé à fonder des écoles allemandes, à développer la culture intellectuelle dans la population allemande. En un mot, ils se considéraient comme seuls et uniques maîtres de capitaux appartenant à toute la contrée. Il en résultait pour les Roumains, par exemple, si nombreux en Transylvanie, une situation singulière. Déjà soumis, sous le rapport religieux, à l'Église serbe, ils se voyaient encore déshérités au point de vue de l'enseignement ; et, supportant les mêmes charges que les autres citoyens, ils n'étaient admis à jouir d'aucun de leurs privilèges.

Le gouvernement hongrois les a émancipés d'une façon complète, et les a replacés dans le droit naturel. Comme les Serbes, ils ont leur organisation ecclésiastique ; comme les Saxons, ils participent au fonds destiné à l'enseignement. C'est la simple équité qui le voulait ainsi : quiconque est désintéressé dans la question le reconnaît sans peine. Mais, ceux qui sont dépouillés d'un monopole, ne conviennent pas si aisément qu'on a eu raison de le leur enlever. Les Saxons ont soutenu de longues luttes contre le Gouvernement de Bude-Pesth ; ils l'ont accusé de vouloir escamoter le fonds dont il leur reprenait la gestion. Comment pourrait-il en être ainsi, puisque ce fonds est administré par un comité, que la population elle-même est appelée à élire librement ? C'est là une de ces accusations qui pèchent par la base, et que leurs auteurs n'osent pas soutenir longtemps.

Une partie notable des Saxons, au surplus, n'a jamais pris

part à ces luttes, et l'opposition elle-même s'est divisée en deux camps : celui des *Vieux-Saxons*, qui voulait rester opposant quand même, et celui des *Jeunes Saxons*, qui préférait une entente amiable avec le Gouvernement. Or, un nouveau pas vient d'être fait, et il y a tout lieu d'espérer qu'il sera décisif. Un des membres les plus distingués de la Chambre des députés, M. Guido Bausznern, qui avait été jusqu'ici le chef des *Vieux-Saxons*, vient de se prononcer, lors des élections générales pour la Chambre actuelle, en faveur d'un rapprochement, et d'une entente avec le Gouvernement. Espérons que cette voix conciliante et autorisée aura dit le dernier mot dans cette longue querelle qui ne repose, nous l'avons démontré, sur aucun motif sérieux.

Les Saxons de Transylvanie n'ont aucun intérêt en dehors de la Hongrie; ils ont tout à redouter au contraire de la marée roumaine qui cherche à l'envahir. Il est impossible que la réconciliation solennelle et définitive se fasse longtemps attendre désormais.

5° Les *Slovaques* sont groupés dans les comitats du nord de la Hongrie; mais ils ont cependant aussi des ramifications dans le centre du pays et jusque dans sa partie méridionale.

Ce sont les moins bruyants de tous les Slaves de la Hongrie, et les tentatives faites en ces derniers temps pour les mêler à l'agitation panslaviste sont demeurées jusqu'ici en pure perte. Laborieux, tranquilles, et peu enclins par nature aux luttes de la politique, les Slovaques ne se doutent même pas, pour la plupart, du rôle intéressant que certains meneurs voulaient leur attribuer depuis quelques années.

Ils constituent, au surplus, un élément plus récent que les Roumains et les Saxons, mais plus ancien que les Serbes, dans la population hongroise. Il y avait eu de tout temps des Slaves dans le nord du royaume; mais peu à peu ils

s'étaient fondus dans l'élément magyar ; il n'en restait plus un très-grand nombre à l'état de nationalité distincte lorsque survinrent, au milieu du quinzième siècle, les guerres religieuses en Bohême et en Moravie. La querelle des Hussites d'une part, la lutte des partisans Tchèques de l'autre, contribuèrent puissamment à faire refluer en Hongrie des Bohêmes et des Moraves qui vinrent augmenter sensiblement (de 1442 à 1460) le nombre des habitants Slaves. La contre-réformation, dont nous avons parlé plus haut, avait fait des places vides en décimant la population allemande. Les Slovaques vinrent les prendre, et, depuis lors, la slavisation n'a pas cessé de faire des progrès dans la Haute-Hongrie. Il n'y a pas moins de neuf comitats, aujourd'hui, dans lesquels les Slovaques ont la majorité absolue. Mais l'idée ne leur était pas venue d'en abuser pour créer des embarras au gouvernement.

Ce sont les agitateurs panslavistes, les Tchèques, notamment, qui ont découvert ce terrain et l'ont cru merveilleusement préparé pour leurs intrigues. La langue a été, comme toujours, leur grand moyen d'action. Le Slovaque ayant une certaine parenté avec le Tchèque, on a songé à le tchéquiser complètement, de façon à pouvoir réclamer plus tard la possession du pays, en vertu de la conformité d'origine et de langage. C'est, on ne le sait que trop, un des grands arguments invoqués dans notre siècle par les fauteurs et les partisans du principe des nationalités. Mais, jusqu'à présent, toutes les menées des agitateurs ont été en pure perte. Le Slovaque s'inquiète fort peu des vues panslavistes dont quelques ecclésiastiques et quelques instituteurs ont consenti à se faire les agents.

Nous avons déjà raconté comment la population, elle-même, a signalé au gouvernement de Bude-Pesth, dans de pressantes pétitions, les agissements de la société littéraire *Matika-Slovenska*, qui transformait des collèges en foyers

d'agitation politique, et comment elle a obtenu la fermeture de ces soi-disant établissements d'instruction. Quant à la société *Matika-Slovenska*, qui a été suspendue par mesure administrative, conformément à la loi, il est juste de constater que sa disparition, d'ailleurs momentanée, n'a causé qu'un tort médiocre à la culture intellectuelle. Pendant les onze années de son existence, le nombre des travaux qu'elle a publiés n'a pas dépassé *vingt-neuf*. Dans ce nombre figurent deux volumes classiques, une tragédie, un volume d'histoire et un voyage en Turquie. Le surplus consistait, soit en ouvrages techniques (pomologie, jardinage, apiculture), soit en chants populaires ou en recueils d'un médiocre intérêt. Les panslavistes peuvent regretter son absence ; la population slovaque s'en est fort peu émue. Quoi qu'on puisse faire ou tenter, on n'arrive pas à lui persuader qu'elle doit aller grossir le nombre des mécontents.

Les autres nationalités n'ont pas, non plus, songé jusqu'ici à se plaindre de leur sort ni à grossir les rangs de l'opposition. Nous n'avons donc pas à nous en occuper, le but de ce travail étant surtout, comme nous l'avons dit, de réfuter d'injustes attaques et de répondre à des arguments mal fondés.

III

Nous en avons fini avec l'exposé de l'état de choses actuel ; et nous avons la conscience de n'avoir pas écrit, dans cette rapide esquisse, un seul mot qui ne soit scrupuleusement conforme à la vérité. Passons à la grande question qui s'agite derrière les émotions, réelles ou factices, de l'heure actuelle : quel sera l'avenir ?

Que deviendra la Hongrie quand l'Orient chrétien, après tant de convulsions douloureuses et de sanglants soubresauts, aura trouvé enfin son organisation définitive ? Quelle ligne de conduite devront conseiller au roi qui porte la couronne de saint Étienne les hommes d'État investis de sa confiance et de celle de la nation ? Quel plan devront-ils adopter pour ménager à leur patrie, au milieu de cette régénération universelle des peuples opprimés, un rôle digne de son glorieux passé, de ses grandes traditions libérales, de la place qu'elle a si noblement conquise aujourd'hui parmi les nations les plus civilisées ?

Refuser de parti-pris l'avenir qui s'offre à elle, — tourner le dos à la tâche que lui imposent, à notre avis, ses intérêts les plus immédiats, — se confiner dans l'isolement et rester, comme de nouveaux La Peyrouse, sur un radeau battu des vagues au milieu de l'Océan panslaviste, — pas un homme sensé, à quelque parti qu'il appartienne, n'oserait concevoir, et encore moins émettre publiquement une pareille pensée. L'opposition d'extrême gauche ne va pas elle-même jusque-là. Il peut lui convenir de blâmer le comte Andrassy de ce qu'il a fait ; elle peut faire le simulacre de mettre le cabinet Tisza en accusation devant l'opinion publique sous prétexte

qu'il aurait violé la Constitution ; mais, au fond, elle reconnaît la première qu'il était impossible de rester les bras croisés, et qu'il y avait quelque chose à faire. Seulement ceux qui blâment si bruyamment ce qu'on a fait ne parviennent pas à se mettre d'accord pour dire ce qu'on aurait dû faire.

Il y a longtemps, au surplus, qu'il en est ainsi.

Que n'a-t-on pas dit, que n'a-t-on pas écrit depuis un quart de siècle sur la question d'Orient ! Par malheur, chacun des orateurs ou des écrivains, qui, en France, en Autriche, en Hongrie, en Angleterre, en Turquie, ont abordé ce problème délicat entre tous, s'est placé à un point de vue différent. Les partisans de la force brutale, plus nombreux encore qu'on ne le pense dans notre siècle de progrès, ont proposé purement et simplement le partage de l'Empire ottoman. Ils ont dit, avec le cynisme de leurs maximes surannées : « Si les trois empires sont d'accord, qui donc pourra s'opposer à l'exécution de leurs volontés ? » C'eût été renouveler, en pleine civilisation moderne, le crime historique du partage de la Pologne, qui pèse si lourdement aujourd'hui, non-seulement sur toutes les consciences honnêtes, mais même sur les destinées des copartageants. Les adeptes du panslavisme, ou ceux d'entre les écrivains libéraux qu'il était parvenu, Dieu sait par quels mensonges ! à rallier à ses doctrines, ont mis en avant tour à tour l'idée d'une grande Serbie, puis celle d'une grande Bulgarie, puis encore la création d'un grand État slave dont le prince de Monténégro aurait pris la direction. Les plus raisonnables, reconnaissant que la Grèce avait bien, elle aussi, un rôle à jouer en Orient, se sont demandé pourquoi l'ancienne Turquie d'Europe ne serait pas divisée entre la Roumanie, la Grèce et la Serbie.

Bref, on a surexcité, par tous les moyens, les ambitions des peuples et on leur a dissimulé soigneusement les dangers vers lesquels ils auraient couru de gaieté de cœur en donnant ainsi

carrière à leurs rêves de grandeur. On a créé, à dessein, la confusion des idées et des tendances pour mieux pêcher en eau trouble, suivant l'expression vulgaire, et finalement il s'est trouvé que les populations ainsi jetées en avant, comme des avant-postes du czarisme panslaviste, étaient sacrifiées d'avance pour assurer le succès définitif d'une politique sans foi.

L'Autriche-Hongrie devait-elle donc contribuer, pour sa part, à faire tomber les populations dans l'erreur, à les jeter dans une fausse voie, sauf à leur dire plus tard qu'il ne lui convenait pas de les y voir rester? Devait-elle contribuer, elle aussi, à accumuler en Orient les ruines et les désastres pour pêcher, à son tour, en eau trouble, et satisfaire son ambition au détriment de tous les principes qui font actuellement sa gloire et sa véritable grandeur? Quels cris d'indignation ne se seraient pas élevés contre elle de tous les coins du monde si elle avait suivi une semblable ligne de conduite! Quoi! les successeurs de Jean Hunyady, du prince Eugène, du feld-maréchal Laudon, et de tant d'illustres capitaines qui ont conquis le plus clair de leur renommée en se faisant les libérateurs de l'Orient, auraient employé leurs armes et consacré leur héroïsme à le courber sous le joug le plus despotique, le plus intolérant, le plus dur qui se puisse imaginer?

Allons donc! L'Autriche-Hongrie, tout en sauvegardant ses intérêts immédiats, se devait à elle-même de rester fidèle aux principes des temps modernes. Elle ne pouvait favoriser qu'une cause libérale, et prêter les mains qu'à une organisation capable de rendre les populations libres et l'Orient prospère. Mais en quoi, définitivement, devait consister la politique à suivre vis-à-vis des agissements russes, ou plutôt panslavistes?

En quoi devra consister désormais celle qu'il s'agit de suivre encore pour guider la monarchie de saint Étienne vers l'accomplissement de ses destinées? C'est ici que les

opinions diffèrent parmi les Hongrois eux-mêmes, et que chaque parti, en quelque sorte, propose et patronne ardemment une solution différente. Elevons-nous un moment au-dessus de ces querelles, dont le tapage nous empêcherait d'entendre la grande voix de la vérité. Dégageons-nous de ces passions qui voilent malheureusement l'image sacrée de la patrie. Et, de ce point de vue élevé qui doit être celui des hommes politiques dignes de ce nom, essayons de découvrir les horizons nouveaux derrière lesquels les nationalités chrétiennes pourront vivre, se développer, prospérer, sans constituer un danger ni une menace pour les destinées de la Hongrie.

Si les faits que nous avons exposés dans les deux premières parties de ce travail sont suffisamment clairs (et nous espérons que nos lecteurs seront sur ce point du même avis que nous), un intérêt commun doit unir les Hongrois, les Roumains, les Saxons et les Serbes eux-mêmes dans une étroite alliance contre l'ennemi commun.

Le panslavisme, que certains esprits forts affectent parfois de considérer comme un fantôme, ne s'est que trop révélé par ses œuvres dévastatrices. Il s'est incarné militairement dans la personne de ce général Tschernaïeff, qui traitait les Serbes avec le ton dédaigneux que l'on sait, et avait fait de ses soldats les véritables oppresseurs de la principauté fondée par Kara-Georges, définitivement organisée par Milosch Obrenowitsch. Il s'est incarné diplomatiquement dans la personne de cet autre général, qui a si longtemps régné en maître absolu sur les rives du Bosphore, et que certains agitateurs bulgares rêvent, assure-t-on, de placer sur le trône de la nouvelle principauté découpée sur le sol de la Turquie par le Traité de Berlin.

Demandez au prince Gortschakoff lui-même, dans ses heures d'épanchement, si le panslavisme est un fantôme, et si l'activité dévorante du général Ignatieff a toujours bien

secondé les véritables tendances de sa politique. Ah! sans doute, nous ne l'ignorons pas, les hommes d'État de Pétersbourg ont cru pouvoir se servir du panslavisme comme d'un instrument docile, qui préparerait les voies devant eux et rentrerait dans le néant le jour où il leur plairait de le briser. Mais de tels instruments sont plus puissants parfois que la main qui veut les faire mouvoir. Ce qui ne devait être pour le czarisme moscovite qu'un moyen d'action transitoire, qu'une manière de soulever les populations chrétiennes contre le Sultan, s'est trouvé plus fort que l'empereur autocrate de toutes les Russies, auquel il a été absolument impossible de s'arrêter à l'heure où il l'aurait voulu. Il est arrivé aux hommes d'État russes avec le panslavisme ce qui est arrivé à M. de Bismark avec le socialisme. Ils avaient cru pouvoir jouer avec le feu, et l'incendie qui s'est déclaré les a effrayés par sa violence. Mais il ne dépend plus d'eux de l'arrêter; et, surtout parmi les populations si aisément inflammables de l'Orient chrétien, nul ne saurait dire où s'arrêteront ses ravages. Peut-être, on peut encore l'espérer, le bon sens des Allemands viendra-t-il en aide à M. de Bismark dans sa lutte contre les socialistes et préservera-t-il la Société du nouvel empire contre les dangers d'un cataclysme qui, sans cela, serait inévitable; — mais, quant à espérer que les Comités panslavistes cessent leur action en Orient, ce serait une de ces chimères à laquelle ne se laisse prendre aucun homme de bon sens. Depuis vingt ans, ces comités enlacent l'Orient comme un invisible filet dans lequel il se débat vainement. Leurs ramifications s'étendent de Constantinople à Moscou, de Prague à Belgrade, d'Agram à Cettinje, de Neusatz à Salonique. Partout où il y a des mécontents, partout où il peut se rencontrer un élément de discorde ou d'insurrection, ils sont là qui travaillent et agissent avec un zèle sans relâche. Libre aux journaux russes et à certains de leurs amis berlinois d'en rire tout à leur

aise. Quiconque connaît tant soit peu les hommes et les choses en Orient, sait qu'il s'agit d'une réalité palpable et vivante.

Le panslavisme a si bien choisi son terrain et ses moyens d'action qu'il serait difficile à ses chefs eux-mêmes de le détruire désormais. Ce qu'ils ont appelé la *Grande idée* est passé pour toujours dans le sang des peuples orientaux ; la grande idée ne peut être arrêtée que par le spectacle des ruines accumulées sans profit pour personne. Les Roumains, qui, par erreur incompréhensible de la part d'une nation latine, ont accepté momentanément l'alliance russe, savent désormais à quoi s'en tenir. La principauté de Serbie a fait également une épreuve qui a dû commencer sa guérison morale ; et les Bulgares de Roumélie, quand les belles heures de la lune de miel seront passées, ne tarderont pas eux-mêmes à savoir ce qu'il en coûte d'être les protégés du panslavisme. Ils ont déjà pu lire, il y a quelques semaines, dans les feuilles de Pétersbourg, des tirades peu flatteuses sur leur compte ; et l'événement ne tardera pas à leur montrer ce qu'il y a de sérieux dans la prétendue autonomie qui leur a été octroyée.

Donc, dans une partie de l'Orient chrétien, la *Grande idée* commencé à perdre quelque peu de son prestige. Mais il resté à ses adeptes la ressource de dire que nous traversons des jours difficiles, que la libération des nationalités est encore incomplète, et que les époques de transition doivent être fatalement marquées par des souffrances qui plus tard n'auront aucune raison d'être.

Pendant de longues années encore nous devons donc nous attendre à ce que le germe si astucieusement jeté dans les esprits, pousse de profondes racines au sein des nations qui nous entourent. Ne reste-t-il pas, d'ailleurs, à enlever la Macédoine à la Turquie et à la Grèce du même coup, pour la joindre, s'il se peut, à la Bulgarie ? Ne reste-t-il pas la liguë albanaise à encourager, à soutenir, à pousser aux

combats contre l'Empire ottoman ? Ne reste-t-il pas le chemin de Salonique à fermer à l'influence austro-hongroise, bien qu'on ait reconnu, d'une façon officielle et ostensible, que toute cette contrée rentrait dans la sphère des intérêts austro-hongrois ?

Et, d'ailleurs, nous venons de le dire, l'incendie, une fois allumé, ne s'éteint pas si facilement. Si les matières inflammables venaient à manquer au sein des Balkans, on en trouverait sur les rives de la Moldau, dans les plaines de la Vistule, dans certains comitats de la Hongrie même, où la slavisation fait de si grands progrès, que le Gouvernement a l'impérieux devoir de s'en préoccuper.

Donc, sans vouloir insister plus longuement sur des faits connus de tout le monde, nous avons droit de dire que le danger est là, bien clairement, et pour les Magyars, et pour le royaume de saint Étienne tout entier, et pour les principautés indépendantes qui l'avoisinent immédiatement. Le prince Milan et le prince Charles viennent d'être reconnus par l'Europe dans leur nouvelle qualité ; ils ont cru sincèrement rendre un grand service à leur pays en se dégageant de tout lien de vassalité à l'égard de la Porte. Pourtant, qu'ils consultent leur conscience ; qu'ils interrogent leurs sentiments secrets. Ils ne pourront s'empêcher de reconnaître eux-mêmes qu'ils ne se sentent nullement indépendants vis-à-vis du colosse moscovite. La politique des czars ne peut pas changer. Elle peut s'imposer elle-même ou se voir imposer par quelque grande puissance européenne un temps d'arrêt. Mais, par la force quand elle le peut, par la ruse quand elle se sent trop faible, par la conspiration toujours, elle essaie de revenir quand même à son but. Aussi longtemps que les soldats ottomans seront chargés de monter la garde autour de Sainte-Sophie, l'Europe devra veiller ; car les intrigues moscovites ne s'endormiront pas une minute. En ce moment, l'Angleterre fait

bonne garde ; et nul doute que l'Autriche-Hongrie ne surveille, elle aussi, d'un œil inquiet, les mouvements des armées moscovites. Toutefois les circonstances peuvent créer un jour ou l'autre, des complications qui rendraient cette vigilance impuissante. Il importe donc à la Hongrie, en même temps qu'à ses voisins, de créer dès aujourd'hui un état de choses qui diminue la portée des dangers possibles dans l'avenir.

Supposons les Russes parvenus au terme de leur ambition, et installés en maîtres à Constantinople, la Macédoine annexée à la Bulgarie, et la Serbie passée sous le joug du prince Nikita. Qui ne voit, du premier coup d'œil, que c'est là le coup mortel pour la Hongrie ? Mais qui ne voit, en même temps, que c'est là pour les Slaves de Serbie, comme pour ceux de Hongrie, la perte absolue, irréparable, de leur indépendance et de leur autonomie ? Une alliance avec une monarchie libérale, franchement constitutionnelle, qui respecte les droits et les libertés de tout le monde, voilà le salut pour tous, car c'est le seul moyen assuré de former une ligue suffisamment puissante contre l'ennemi commun.

Sur quelle base cette alliance pourrait-elle être conclue, en sauvegardant les autonomies actuelles dans toute leur plénitude ? C'est ce qui nous reste à développer en peu de mots.

Les amis de l'ex-dictateur Louis Kossuth n'ont pas craint d'accuser publiquement, à diverses reprises, le cabinet viennois de tendances qui constitueraient, dans toute la force du terme, une véritable félonie. Ils lui reprochent de vouloir faire ce que le comte Andrassy a constamment signalé lui-même comme le plus grand danger pour le pays, à savoir : de vouloir fonder un nouvel Etat slave, qui transformerait le dualisme en trialisme ; et, affectant de réserver à leur parti le monopole du patriotisme, ils ajoutent cette réflexion que tout le monde a faite avant eux et que nous venons de développer

nous-même : « L'introduction du slavisme en Hongrie nous ferait tomber tous ensemble dans les mains de la Russie. »

Kossuth lui-même, craignant sans doute, et avec quelque raison, que la voix de ses partisans ne soit trop faible pour être écoutée, vient de publier une longue lettre, qui constitue un véritable manifeste, mais qui, en définitive, ne contient aucun argument nouveau. Il s'en prend à tout le monde : au comte de Beust, au comte Andrassy, même au prince de Schwarzenberg (le ministre de 1851), de la direction imprimée à la politique étrangère de l'Autriche. Il va jusqu'à dire que c'est M. Rieger, le chef reconnu des Vieux-Tchèques, qui inspire les résolutions du Ball-Platz. Est-il nécessaire de répondre à de pareilles divagations ? Qui donc, en définitive, du parti Kossuth ou du Gouvernement austro-hongrois, a constamment prétendu et prétend encore introduire le slavisme en Hongrie ? Nous voulons bien ne pas aller plus loin ; nous voulons bien oublier qu'à une certaine heure de sa dictature, Louis Kossuth, pour réaliser son rêve insensé de séparation complète entre l'Autriche et la monarchie de saint Étienne, aurait consenti à voir la couronne de Béla, de Ladislas et de Mathias Corvin sur la tête d'un grand-duc de Russie. Ce sont là des faits malheureusement acquis à l'histoire, mais qu'il vaut mieux enfouir, s'il se peut, dans l'ombre de l'oubli. Le vieux chef jadis si populaire, qui, après tout, a aimé beaucoup son pays, a noblement réparé depuis cette incompréhensible erreur, en conviant lui-même ses partisans à une étroite alliance avec la dynastie des Habsbourgs. La lettre qu'il a écrite de Lograno à ce sujet est demeurée célèbre ; il est fâcheux pour sa propre réputation qu'il ait jugé utile de lui donner un appendice par la lettre à laquelle nous venons de faire allusion. A qui pense-t-il, par exemple, faire prendre au sérieux une phrase comme celle-ci : « On ne comprend pas pourquoi M. de Beust, le comte Andrassy et M. de Novikoff ont renversé le ministère Hohenwarth. » Quand on

n'a pas autre chose à dire à ses concitoyens, il vaut mieux garder le silence et conserver le mérite d'avoir, au moins une fois en sa vie, adhéré à cette vérité fondamentale : « L'avenir de la Hongrie ne peut pas se concevoir en dehors d'une étroite alliance avec l'Autriche. »

Mais s'il a renoncé à l'idée d'une séparation, qui serait un suicide pur et simple, il n'est nullement prouvé que l'ex-dictateur ait renoncé à son projet de *fédération des Balkans*. En quoi consistait cette conception qui peut séduire au premier abord certains esprits, attendu qu'elle présente au moins un fond de vérité ? Une seconde d'examen suffira pour nous démontrer que, si elle part d'une idée juste, elle est absolument irréalisable dans l'application et nous ramène précisément à cette introduction du slavisme en Hongrie, que redoute si fort l'extrême gauche. L'idée juste est celle que nous venons de développer nous-même : la Hongrie, la Roumanie, la Serbie ont un intérêt incontestable, un intérêt vital à s'entendre contre l'ennemi commun. La conception dangereuse et irréalisable est celle-ci : — Il devrait être créé un Parlement commun, qui siégerait une année à Bude-Pesth, une année à Bucharest et une année à Belgrade. De deux choses l'une : ou cette façon de procéder conduirait fatalement à l'absorption définitive de la Roumanie et de la Serbie par la Hongrie ; or, à coup sûr, proposer à nos voisins une telle perspective ne serait pas le moyen de nous en faire des amis. Ou, ce qui est le plus probable, les éléments les plus actifs, les plus remuants, les plus enclins à l'agitation finiraient par faire pencher la balance de leur côté. Les Slaves en Hongrie, autorisés (et légalement autorisés, cette fois) à tourner les yeux vers Belgrade, perdraient complètement l'habitude de se considérer comme des Hongrois. La slavisation de quelques-uns de nos comitats, qui déjà (nous ne saurions trop le répéter) fait de si rapides progrès, prendrait alors, sous l'impulsion d'un si puissant encouragement, des développements qu'il serait impossible d'arrêter plus tard.

Qu'on examine ce qui se passe en Allemagne depuis quelques années. A coup sûr, lorsque Goëthe, Schiller, Wieland, les plus grands esprits et les plus grands patriotes, plaidaient chaleureusement la cause de l'unité allemande, ils ne la comprenaient pas sous la forme militaire et caporalesque qui lui a été donnée. Ce qu'ils rêvaient, c'était une organisation conforme au caractère particulariste des Allemands, c'est-à-dire laissant à chaque État son autonomie, à chaque capitale son importance, à chaque pays ses mœurs et ses coutumes. Ils voulaient seulement à la tête de la nation germanique une force composée de toutes ses forces réunies en un faisceau, un pouvoir émanant de tous et accepté par tous, une action défensive en un mot dans des conditions propres à inspirer le respect aux ennemis du dehors. Il ne leur venait pas à l'idée d'annihiler toutes les individualités nationales consacrées par les siècles, sous le niveau égalitaire de la force brutale, et de faire des Souverains résidant à Dresde, à Stuttgart, à Darmstadt, à Munich même, de simples préfets recevant leurs instructions de Varzin ou de la Wilhelmshöhe.

C'est cependant ce qui s'est fatalement réalisé le jour où un Parlement central, composé de députés élus par toutes les parties de l'Allemagne, est venu siéger sous la main de M. de Bismark. Faites-le délibérer une année à Munich, une année à Francfort et une année à Stuttgart, ce Parlement! Croyez-vous que son esprit en sera modifié pour cela? Ce n'est pas parce qu'il siège à Berlin d'une façon constante qu'il vote dans le sens des unitaristes quand même. C'est parce qu'en Allemagne les partisans de la *Grande idée* ont obéi instinctivement au groupe le plus remuant, le plus enclin à l'action et à l'agitation, et que ce groupe a vu dans l'unification radicale immédiate, complète, la véritable manière de faire triompher ses idées.

Eh bien ! l'humanité est partout la même ; et des causes identiques produisent sur tous les points du monde des effets identiques. Dans l'idée de M. Kossuth et de ses amis, la fédération des Balkhans ne serait qu'un moyen d'organiser une force défensive commune à la Roumanie, à la Serbie, et à leur mère-patrie la Hongrie. Mais, fatalement, elle conduirait à l'absorption de toutes les nationalités hongroises, y compris la nationalité magyare, par le groupe le plus habitué aux agitations et aux complots, c'est-à-dire par le groupe panslaviste. Ce seraient les Kossuthistes eux-mêmes qui ouvriraient au slavisme les portes toutes grandes, si leurs idées venaient jamais à être réalisées.

Et pourtant, le point de départ est juste. Il est le même que le nôtre et que celui de quiconque se préoccupe sérieusement de l'avenir. Mais, pour le réaliser, il n'est nullement nécessaire d'aller si loin. Quel besoin ont les députés de Bucharest ou de Belgrade de délibérer avec ceux de Bude-Pesth ?

Est-ce que les finances, la législation administrative ou judiciaire, ont quelque chose de commun dans les trois pays, pour qu'il soit nécessaire de convier les législateurs à s'entendre ?

Non ; laissons à chaque pays son gouvernement indépendant, son autonomie absolue, sa façon de vivre entièrement distincte. Ne demandons un rapprochement que sur les points qui ont coutume de réunir ou de diviser les hommes : conclions la Serbie et la Roumanie à une entente commune avec nous sur le terrain des intérêts matériels et de la force militaire défensive. Un traité douanier, une alliance militaire, cela suffit parfaitement à créer une ligue puissante qui ne menacera personne, mais qui opposera aux envahissements panslavistes une barrière infranchissable.

Dans une lettre adressée au *Journal des Débats*, un autre opposant, plus modéré celui-là, et qui déclarait nettement

vouloir se séparer de l'extrême-gauche, écrivait. « L'extension de notre sphère d'influence doit avoir lieu *en sens horizontal* vers et jusque la mer Noire, jusqu'aux bouches du Danube, afin de refaire sous une autre forme la ligne que la puissance militaire de la Turquie opposait naguère aux idées moscovites. « C'est encore là une idée juste; mais elle avait le tort d'être présentée sous une forme par trop exclusive. En effet, l'auteur de cette lettre, avec la logique ordinaire des oppositions, laissait passer les idées moscovites en dessous de la ligne horizontale qu'il indiquait comme une barrière nécessaire. Il trouvait fort mauvais, en effet, que l'Autriche eût l'idée de se ménager un chemin vers la mer Egée. Mon Dieu! nous ne voudrions pas lui dire une chose désagréable, mais enfin il semble que les insurgés bulgares de la Macédoine aient entendu son appel, et qu'ils aient eu à cœur d'y répondre. Que devient alors la fameuse barrière horizontale? Les mêmes idées ne sont-elles pas déjà dominantes dans les contrées situées au-dessous comme au-dessus de cette ligne? Et, si l'on veut s'opposer à leur extension, si l'on veut empêcher qu'elles ne dominent sans partage de la mer Egée aux rives du Danube, n'est-il pas absolument indispensable qu'il y ait à la fois une digue en sens horizontal et une autre en sens vertical? Si l'influence austro-hongroise ne se fraye pas elle-même son chemin le long de l'Adriatique, à travers les plaines et les vallées que nos braves soldats viennent d'arroser de leur sang, n'est-il pas évident pour tout le monde que c'est l'influence panslaviste qui prendra sa place, sans attendre que l'opposition parlementaire soit revenue de son aveuglement? Si le chemin vers la mer Egée n'est pas maintenu libre à tout prix dès aujourd'hui, nous le trouverons fermé, non-seulement à notre influence, mais à notre commerce et à notre industrie, le jour où nous en aurons le plus grand besoin. L'extrême gauche et l'opposition coalisée vivent

de rêves, et tout au plus de paroles sonores. Mais les nations vivent de pain; et pour se le procurer, elles ont besoin de débouchés ouverts à leurs produits, à leur industrie.

On fait grand tapage, dans certains cercles parlementaires, à propos de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine. Nous n'avons pas à apprécier ici les motifs qui peuvent faire agir les députés cisleithans. Il est possible qu'à Vienne la crainte de ce qu'on a nommé le *trialisme* l'emporte sur le sentiment des intérêts généraux de la monarchie. Les anciens adeptes du centralisme, qui déjà ont tenté de faire échouer l'année dernière les négociations engagées pour le renouvellement du compromis, peuvent avoir été véritablement inquiets à l'idée de voir l'élément slave prendre une trop grande importance dans l'empire. Ces considérations égoïstes, auxquelles sont venues se joindre des rivalités personnelles connues de tout le monde, feraient peu d'honneur à ce Parlement moribond, qui n'a su ni soutenir les ministres issus de son sein, ni grouper, à l'heure décisive, les éléments d'une majorité sur laquelle pût s'appuyer un cabinet quelconque.

Mais ce n'est pas ici le lieu d'insister sur ce qui concerne ce parlement. Au point de vue hongrois (le seul qui nous préoccupe en ce moment), quelle importance peut bien avoir dans la balance l'adjonction de cinq cent mille Slaves? Il ne s'agit pas, en effet, d'autre chose.

Les calculs les plus méticuleux n'arriveront pas à découvrir en Bosnie et en Herzégovine autre chose que ce qui s'y trouve réellement, c'est-à-dire environ 400,000 musulmans, adversaires acharnés de leurs concitoyens chrétiens, et 500,000 Slaves. C'est précisément ce partage de la population en deux fractions presque égales qui a été, depuis dix ans, la source de troubles incessants et de perpétuelles guerres civiles. L'élément musulman, bien qu'il fût le moins nombreux, avait la prépondérance à titre de musulman; il

était soutenu par les autorités civiles et militaires, et se croyait en droit et en fait seul seigneur et maître du pays. Les chrétiens, sentant leur force numérique, et surexcités, d'ailleurs, par les encouragements venus du dehors, supportaient difficilement les vexations continuelles auxquelles ils étaient en butte ; et de là des querelles sans cesse renaissantes dont le contre-coup se faisait sentir dans les provinces limitrophes de la monarchie austro-hongroise.

L'Europe, réunie en congrès à Berlin, a donné mandat à l'Autriche-Hongrie de rétablir l'ordre dans ces pays depuis si longtemps désolés par la guerre civile. Elle l'a chargée de faire pénétrer, au sein des vallées bosniaques, la civilisation, le sentiment des droits de l'homme, le respect des lois et l'égalité réelle de tous les citoyens, quelle que soit leur religion, quelle que soit leur nationalité. C'est au nom du progrès et des idées modernes que nos drapeaux ont flotté sur les murs de Serajewo, c'est au nom du droit et de l'humanité que le général Philippovics a installé dans les districts enfin pacifiés l'administration austro-hongroise. Est-il admissible qu'après en avoir connu les bienfaits, les malheureux habitants de ces contrées retombent sous le joug capricieux des pachas ? Qui donc oserait le soutenir ? L'auteur de la lettre au *Journal des Débats*, que nous avons citée plus haut, a senti lui-même que c'était impossible, puisqu'il propose l'érection d'une principauté autonome, liée à notre monarchie (comme nous venons de le proposer pour les principautés actuellement reconnues par l'Europe) par des conventions douanières, commerciales et militaires. Il rend ainsi un involontaire hommage à la réalité palpable, évidente, c'est-à-dire à la nécessité qui s'imposait depuis longtemps de donner à la Bosnie et à l'Herzégovine un autre gouvernement. Il se sépare en même temps du système Kossuth, qui sans doute, pour être logique jusque dans ces dernières conséquences, aurait admis aussi que les dé-

putés hongrois, serbes et roumains, allassent, tous les quatre ans, siéger à Serajewo. Mais, après avoir ainsi cédé, malgré lui, à l'évidence et glorifié, sans s'en rendre compte, la politique du comte Andrassy, le correspondant des *Débats* se livre à un empiètement d'attribution qu'il serait à coup sûr le premier à reprocher amèrement à d'autres. Il crée de son propre chef une principauté autonome, sans se préoccuper de savoir s'il convient à l'Europe, et à la Turquie en particulier, qu'il en soit ainsi. Étranges amis, en vérité, que possède l'empire ottoman ! Pour le besoin de leur cause, ils y taillent ainsi à leur guise des principautés indépendantes, un quart d'heure après avoir proclamé comme un dogme trois fois saint l'intégrité absolue de son territoire !

Le gouvernement auquel ils adressent de si violentes critiques n'a jamais songé, pour sa part, à se permettre de pareils actes. Il occupe provisoirement la Bosnie et l'Herzégovine, en vertu du mandat qu'il a reçu, d'y rétablir l'ordre pour accomplir le véritable but de sa mission. Mais quant à ce qu'il adviendra plus tard du sort de ces provinces, quant à ce qui devra être décidé à leur égard le jour où la question d'Orient sera définitivement résolue, il ne lui est pas venu à l'idée qu'il pût trancher la question à lui tout seul. Ou bien il la résoudra d'accord avec la Turquie, ou bien il s'adressera de nouveau à l'Europe, en l'invitant à compléter sur ce point l'œuvre ébauchée de Berlin. Il n'y a pas d'autre alternative possible pour un gouvernement soucieux du droit, et bien décidé à respecter à la fois le texte et l'esprit des traités.

De toute façon, il est évident, que des contrées si voisines de notre monarchie doivent, avant toutes les autres, demeurer soumises à notre influence, alors même qu'elles viendraient, un jour ou l'autre, à être mises en demeure de régler elles-mêmes leurs destinées. Mais, allons jusqu'au bout. Supposons que l'annexion, contre laquelle certains opposants paraissent avoir une horreur invincible,

devienne un fait accompli. Serait-ce donc un si grand malheur, serait-ce un si grand danger pour la Hongrie? N'est-il pas vrai, au contraire, qu'il vaudrait infiniment mieux, à tous les points de vue, absorber ce demi-million de Slaves, l'incorporer à la monarchie, que de le laisser en dehors livré à toutes les intrigues panslavistes, qui ne manqueraient pas d'en faire dans l'avenir, comme dans le passé, un foyer perpétuel de trouble et d'insurrection? Suppose-t-on que les Bosniaques, à peine en possession d'une tranquillité et d'un bien-être qui leur ont manqué depuis des siècles, ne vont rien avoir de plus pressé que de se déclarer les ennemis de la Hongrie et de lui faire une guerre sans merci? Laissez-les donc renaître à la vie de la civilisation, après un si long sommeil, et ne vous hâtez pas de préjuger de leurs sentiments. Les peuples, comme les enfants, lorsqu'ils sont livrés à eux-mêmes, lorsque nulle influence délétère ne pèse sur eux, se montrent volontiers reconnaissants du bien qu'on leur fait. Ils ne commencent pas, en général, par déchirer la main qui les émancipe et qui les nourrit.

Resterait une dernière objection, à laquelle nous devons répondre avant d'achever. Lorsque l'élément slave sera augmenté, ne fût-ce que d'un demi-million d'habitants, n'aura-t-on pas, en haut lieu, la tentation de substituer au dualisme austro-hongrois une autre combinaison basée sur une trilogie : les Allemands, les Hongrois, les Slaves? Bien que cette conception n'ait encore été formulée par personne, ou du moins par personne ayant une autorité quelconque pour décider en si grave matière, il est incontestable qu'on en retrouve la crainte dans beaucoup d'esprits. Où a-t-elle pris naissance? Qui l'a répandue dans le monde? Sur quoi s'appuie-t-elle? Autant de questions auxquelles il serait impossible de répondre. C'est encore là un de ces fantômes impalpables qui viennent on ne sait d'où, et sur lesquels il suffit de souffler pour qu'ils rentrent dans la nuit du néant.

Pourquoi, nous le demandons simplement, l'Empereur-Roi d'Autriche-Hongrie voudrait-il renoncer à une forme de gouvernement qui lui a permis de relever le prestige de ses armées, de rendre à la monarchie des Habsbourgs la place à laquelle elle avait droit dans les conseils de l'Europe, et de donner à ses États une prospérité qu'ils n'avaient jamais connue dans les âges précédents ?

Pourquoi voudrait-il modifier ce système dualiste qui lui a permis de faire prévaloir et triompher, à une heure décisive, les intérêts généraux de la monarchie, tout en demeurant fidèle aux principes libéraux qui font la grandeur et la gloire des États modernes ? L'absolutisme avait conduit l'Autriche à la banqueroute ; le centralisme a été la cause essentielle de ses désastres militaires ; le fédéralisme n'a pas eu le temps de faire ses preuves, mais il soulève, dans certaines sphères, des répugnances fort justifiables, parce que l'on craint qu'il n'achève de briser l'édifice de l'unité cisleithane. Bref, tous les systèmes essayés précédemment, ou se sont révélés déplorables, ou sont en désaccord avec les tendances de notre époque. Le dualisme seul a déjà donné à l'Autriche-Hongrie dix années de prospérité incontestable, qui n'ont pas été sans gloire. Dans quel but, dans quel intérêt, en vue de quel avenir mystérieux, le loyal souverain de la Hongrie constitutionnelle songerait-il à y renoncer ? Que les Hongrois se rassurent ! Ce n'est pas dans les sphères du pouvoir que leurs libertés et leurs franchises trouveront jamais des adversaires ou des ennemis. Ce n'est pas autour du trône que fermenteront jamais des projets contraires, en quoi que ce soit, à la libre constitution qui les régit ni au rôle légitime qu'ils jouent dans la monarchie dualiste. Si quelque danger menace leur avenir, qu'ils regardent au dehors de leur frontière, dans les contrées soumises à l'influence panslaviste : c'est là qu'est l'ennemi ; c'est de là que viendra le péril.

Nous avons dit, en toute franchise, ce qu'ils devaient faire, à notre avis, pour le conjurer. Nous leur avons conseillé de s'entendre avec les principautés voisines que menace, au même titre, la marée montante du panslavisme moscovite. Nous avons démontré, en même temps, aux nationalités, que les menaces dirigées contre leur indépendance viennent exclusivement du dehors, que le panslavisme, toujours agissant, toujours intrigant, toujours en quête de fomenter des insurrections et des troubles sur tous les points, est l'ennemi commun de quiconque tient quelque peu à son indépendance. Nous leur avons crié, avec toute l'énergie dont nous sommes capables, que dans leur union intime avec la Hongrie, dans leur entente avec les Magyars, est pour elles le seul moyen de salut. Nous voudrions que notre voix eût la force nécessaire pour les persuader, parce qu'en toute vérité, là seulement est la garantie de l'avenir ! Et maintenant nous avons tout dit. Nous nous ferions un scrupule de prolonger inutilement ces pages en abusant sans motif de la patience de nos lecteurs.

Sentinelle avancée, nous avons cru reconnaître la Terre promise, et nous avons poussé le cri de ralliement. C'est aux hommes d'État d'aviser ; c'est à l'opinion publique de les soutenir et de leur suggérer, au besoin, de généreuses inspirations.

Caveant consules !

